

Requesting Organization :	Associazione Volontari per il Servizio Internazionale			
Allocation Type :	ST Mai 2022 - Première Allocation Standard			
Primary Cluster	Sub Cluster	Percentage		
Protection		73.00		
Protection de l'Enfance		27.00		
		100		
Project Title :	« Fasi ya Kimia » - Reponse en protection a' faveurs des personnes retournées et déplacées dans la zone de santé de Rwanguba			
Allocation Type Category :				
OPS Details				
Project Code :		Fund Project Code :	DRC-22/HCG10/SA1/PROT-CP/INGO/22372	
Cluster :		Project Budget in US\$:	550,000.08	
Planned project duration :	12 Months	Priority:		
Planned Start Date :	01/08/2022	Planned End Date :	31/07/2023	
Actual Start Date:	19/09/2022	Actual End Date:	18/09/2023	
Project Summary :	La proposition de projet, visant à « Fournir une réponse multisectorielle aux personnes retournées et déplacées dans la zone de santé de Rwanguba » sera mise en œuvre dans la ZdS de Rwanguba – zone de déplacements et/ou de possibles retours touchés par la crise causée par l'activisme des M23. La présence de ce groupe a impacté les communautés dernièrement et a mené à une ultérieure dégradation du contexte sécuritaire provoquant des mouvements de population, violation des droits humains et incidents de protection. Parmi les problèmes relevés par les évaluations (Intersos/UNHCR/OCHA – Avril/Mai 2022), on trouve ceux liés à la Protection, à la PE et aux VBG, qui seront adressés par le consortium AVSI (chef de file) et le partenaire de sous-exécution en contrat de service UPDECO à travers une approche multisectorielle en protection générale et PE, cohérente avec le paquet d'intervention prévue par la Stratégie de l'Allocation Standard, par le PRH 2022 de la RDC et en ligne avec les expertises, compétences et présence territoriale d'AVSI et UPDECO Considérant les secteurs proposés, le projet visera d'attendre 49.458 bénéficiaires (13.876 H ; 27.565 F ; 4011 Fi, 4006 G) :45.620 en Protection Générale ; 3.838 en PE. Une approche fondée sur l'inclusion assurera que 15% des bénéficiaires (7419) ciblés soient de porteurs d'handicap Le budget alloué sera de 550,012.91 USD: 399.363,11 USD Protection Générale ; 150.649,80 USD PE Le Consortium AVSI-UPDECO est né grâce à un partenariat et une coordination consolidée entre AVSI et UPDECO, opérant ensemble dans le territoire de Rutshuru, y compris la ZdS de Rwanguba dans les projets UNICEF-PEAR+ en 2020 et ST juin 2020-Première AS. AVSI, reconnaissant le travail réalisé avec UPDECO dans la zone et conscient du haut niveau d'acceptation auprès des communautés, renforcera en capacité techniques (administration, finances, logistique, S&E) le partenaire de sous-exécution UPDECO, qu'ainsi bénéficiera également, de manière indirecte et gérée par AVSI, de l'accès aux fonds du FH en RDC. AVSI assurera la coordination avec le partenaire tous en restant l'unique responsable de l'attente des résultats et de la bonne gestion financière et opérationnelle. En valorisant son expertise en Protection Générale grâce aux financements de l'HCR AVSI sera en charge du volet protection générale et mettra en œuvre un paquet d'activité d'appui psychosocial et juridiques pour les adultes qui commence par l'identification des cas nécessitant de Protection grâce aux APS communautaire formés et se termine par leur prise en charge psychosocial et juridique dans les espaces communautaires. Afin de garantir une réelle prise en charge des besoins des communautés vulnérables, des formations aux Structures de Protection, aux leaders et aux autorités communautaires seront organisées. Les Points Focaux formés pourront assurer un premier accueil aux victimes de violations grâce aux séances d'APSS bilatéral et en groupe prévues. AVSI assurera aussi l'enregistrement de naissance à 1.000 personnes grâce aux sensibilisation sur les campagnes d'enregistrement par voie d'ordonnance de notoriété. AVSI sera partiellement en charge de PE en ce qui en est du renforcement en capacité d'UPDECO et des Enseignants en APSS. UPDECO grâce à son expertise et présence géographique à Rwanguba, sera en charge du volet PE, notamment du service IDTR et des activités de prise en charge (éducative et psychosocial) des enfants les plus vulnérables dans les EAE fixes et mobiles mis en place, qui inclut l'accompagnement psychosocial, l'identification des FA/FAT et la réinsertion familiale La conception du projet a été menée en prenant en compte le point de vue des populations affectées grâce aux FGD menés par UPDECO. La capacitation des autorités provinciales et locales DIVAS, Ministère de genre et de la famille est assurée, tout comme leur inclusion dans toute l'implément			
Direct beneficiaries :				
Men	Women	Boys	Girls	Total

13,876	27,565	4,006	4,011	49,458
--------	--------	-------	-------	--------

Other Beneficiaries :

Beneficiary name	Men	Women	Boys	Girls	Total
Host Communities	1,395	2,764	471	472	5,102
Internally Displaced People	8,323	16,536	2,378	2,380	29,617
Returnees	4,158	8,265	1,157	1,159	14,739

Indirect Beneficiaries :

total: 106.592 Personnes dont: 28.136 Hommes; 55.516 Femmes; 11,464 Garçons; 11,476 filles.

Ainsi partage par secteurs:

91.240 en PROTECTIN GENERALE - ces personnes bénéficieront indirectement de l'action de renforcement d système de protection communautaire envisagée par le projet

15.352 en PROTECTION DE L'ENFANT - seront les enfants qui bénéficieront indirectement des services d'accompagnement et prise en charge des cas de violation, aussi de mesure préventive

Catchment Population:

Link with allocation strategy :

Le projet vise à répondre aux besoins humanitaires urgents et persistants de la population la plus touchée par la crise causée par l'M23 dans le territoire de Rutshuru, les personnes à risque ou qui ont subi des violences, abus, exploitation, une séparation familiale et/ou une détresse psychosociale par le biais d'activités de protection.

La proposition s'aligne aux Objectifs Stratégiques et aux Priorités définies par la stratégie d'allocation et le PRH pour la RDC :

- Objectif Stratégique 1 : l'action proposée par le consortium en protection et protection de l'enfance contribuera à la réduction des vulnérabilités de 49.458 personnes parmi les groupes cibles, enfants, filles et femmes à travers le renforcement des capacités des SCP (Output 1.2 volet protection), la formation des APS communautaires et l'offre d'assistance psychosocial aux victimes (Output 1.1 volet protection)

- Objectif Spécifique 1.5 : le projet vise à renforcer la résilience de 45,620 personnes victimes de violations des droits humains à travers le renforcement du service de prise en charge psychosociale et le renforcement des capacités de réponse face aux chocs psychologiques de membres des structures communautaires.

- Objectif stratégique 2 et Objectif Spécifique 2.5 : seront contribués par les actions de prévention et prise en charge des cas les plus vulnérables de VBG, ENA (Output 1.2 PE), bien que par la construction des EAE fixes et mobiles et la mise en place d'activités psychosociales et éducatives (Output 1.3 PE). L'accès à la justice des victimes sera renforcé à travers un accompagnement juridique spécifique des personnes affectées par des violations des droits humains, dont les VBG (Output 2.1 volet Protection)

Plusieurs domaines prioritaires définies par le PRH 2022 et par le Cluster Protection sont abordés :

- Le renforcement de la redevabilité envers les personnes affectées sera abordé à travers la mise en place des comités de gestion de plaintes et à travers l'installation des boîtes à plaintes dans chaque zone d'intervention

- Le Consortium respectera les codes de conduites PSEAH et mettra en place les mesures de prévention et de contrôle nécessaires.

- La thématique du VBG sera prise en compte de façon transversale dans les actions de prise en charge et d'accompagnement en protection de l'enfant.

- Le projet touche la zone de santé prioritaire de Rwanguba selon la sévérité des besoins et vue les récents mouvements de population, vulnérabilités et risques conséquents.

- Les critères de ciblage seront définies par un processus basés sur les vulnérabilités spécifiques, partagés et finalisés avec les autorités et la communauté afin de garantir une approche participative et de redevabilité.

Dans le contexte de crise humanitaire dans lequel s'inscrit l'action, une attention particulière sera garantie vis-à-vis des principes clé de la protection transversale : privilégier la sécurité et la dignité des population affectées, éviter de nuire, assurer un accès significatif à l'assistance pour le plus vulnérable, mettre en place toutes les mesure de promotion de la redevabilité, faciliter et supporter la participation et l'autonomisation des communautés cible.

L'action recourra à la modalité de transfert monétaire, priorisée par le Fonds Humanitaire, en vue de permettre aux bénéficiaire de ce transfert (ex.FAT) de prendre en charge leurs besoins multisectoriels.

-L'intervention est en ligne avec le principe de localisation en incluant l'ONG Locale actif et experte en Protection de l'enfant, UPDECO

-L'intervention suivra une approche dynamique et flexible afin de pouvoir accompagner la population et les mouvements en cours dans ce contexte en mutation rapide avec des besoins en constante évolution, surtout celle de cette crise des M23 avec des enjeux important et imprévisible

Sub-Grants to Implementing Partners :

Partner Name	Partner Type	Budget in US\$

Other funding secured for the same project (to date) :

Other Funding Source	Other Funding Amount

Organization focal point :

Name	Title	Email	Phone
Daniele Mazzone	Head of Mission	daniele.mazzone@avsi.org	+243 992 816 945
Miriam Ruscio	Regional Programme Director	miriam.ruscio@avsi.org	+39 340 6773434
Ottavia Diletta Magenes	Programme Development Officer	ottavia.magenes@avsi.org	+243 997 346 936

BACKGROUND**1. Humanitarian context analysis****2. Needs assessment**

Depuis des décennies l'est de la RDC est ravagé par les conflits qui provoquent une crise de protection causée surtout au Nord Kivu par les groupes armés présents dans la zone, comme les ADF, les Mai-Mai, et, dans la dernière période, les M23. Depuis le 28 mars 2022, les rebelles du M23 ont attaqué plusieurs positions FARDC situées dans le groupement de Jomba, chefferie de Bwisha. Ces attaques ont occasionné un mouvement massif de la population. Le rapport mensuel de monitoring de protection rédigé par Intersos et le UNHCR en avril 2022 fait état d'un affrontement du 6 avril entre les FARDC et les M23 qui a causé le pillage et la destruction de plusieurs écoles primaires dans le groupement de Jomba. Lors d'une mission d'évaluation multisectorielle organisée par OCHA dans la zone du 05 au 09 avril 2022, on a identifié environ 10.695 déplacés dans plusieurs localités des zones de santé de Rutshuru et de Rwanguba. Le cluster Education signale qu'au mois de mai 21 écoles dans la zone sont occupées par les déplacées, affectant l'accès à l'éducation de 4875 élèves. Le Rapport Mensuel d'Avril du GTPE Nord Kivu signale des cas de séparations familiales liés aux déplacements de masses, avec un enregistrement de 156 ENA, 133 EAFGA, 63 Enfants victimes des VBG, 107 Alertes MRM. Dans ce contexte il est urgent d'assurer l'identification, le référencement et la prise en charge psychosociale des enfants affectés par la crise actuelle et poursuivre les activités de l'IDTR pour la réinsertion familiale des ENA, déjà en cours d'implémentation par UPDECO. La mission d'évaluation du UNHCR à Rutshuru et à Kiwanja du 9 au 14 mai montre que à cause de la durée du conflit, il y a une augmentation des problèmes entre les PDIs et les résidents. On note surtout une « fatigue » chez les familles d'accueil pour manque d'assistance. Ce manque de vivres oblige les femmes et les filles déplacées à des mouvements vers la zone d'origine et vers le parc, en les exposant à tout risques de protection, violences et d'abus. Depuis le début de la crise, au moins six cas de viol ont été relevés. Le flash Update #5 de OCHA du 24 mai signale qu'environ 26.000 personnes ont été déplacées depuis la reprise du conflit le 22 mai. 24000 autres sont réparties dans la zone de santé de Rwanguba, en utilisant les écoles comme abris temporaire. Selon le Flash Info du 25 mai de Intersos, la population de Bunagana, Tchengerero et Kabindi sont en état d'alerte pour un déplacement préventif dû aux conflits à Chanzu, Runyoni, Kayenzi et Kariba qui risquent de se rapprocher à leurs villages. Il est évident comme de nouveaux affrontements pourront causer encore plus de déplacés. En VBG, selon l'évaluation menée par NCA dans la zone de santé de Rwanguba, la plupart des victimes ne reporte pas la violence subie pour éviter la stigmatisation, par manque d'argent et également par manque d'informations complètes sur les services disponibles. Cela souligne le besoin d'une prise en compte des cas VGB que dans le cadre de l'intervention proposée seront appuyés grâce au référencement. A l'absence des actions travaillant sur la cohésion sociale et la cohabitation pacifique, les enfants PDIs sont souvent stigmatisés en raison de leur condition. Le 6 août, des éléments armés ont mené une incursion dans un village de Bashali-Mokoto: 2 personnes ont été tuées, 8 autres personnes ont été blessées par balles et des biens de valeur de 30 ménage ont été emportés. Suite à cette situation, 311 ménages de 1.180 individus de Bulende et ses environs se sont déplacés. Le consortium répondra dans les secteurs et avec les actions suivantes

Protection/Protection Enfance : renforcer le système de protection communautaires pour mieux prévenir et répondre aux cas de violation des droits de l'homme, notamment des enfants et des femmes et un particulière aux cas de VBG ; répondre aux besoins immédiats des enfants les plus vulnérables, notamment les ENA en leur offrant un placement familiale temporaire ou familia

3. Description Of Beneficiaries**4. Grant Request Justification**

L'expérience de terrain d'AVSI et UPDECO dans le Nord Kivu, notamment dans le territoire de Rutshuru, y compris la Zone de Santé de Rwanguba a permis de relever les défis des personnes les plus vulnérables et conséquemment de concevoir une proposition en ligne avec les réels besoins des communautés affectées. UPDECO intervient dans le territoire de Rwanguba depuis 2012, avec une expertise dans le domaine de la Protection de l'enfant sur les thématiques de DDR enfant et IDTR. Dans la zone, au présent, UPDECO a un projet de Protection de l'Enfant financé par l'Unicef (Avril-Décembre 2022), dans lequel on relève un besoin de synergies ponctuelles en guise de prendre en compte les nouveaux besoins liés à la crise du M23. AVSI a mis en œuvre un projet d'éducation, protection de l'enfant et nutrition dans le territoire de Rutshuru financé par le FH en RDC terminé en 2021 ainsi que le projet PEAR+ (2020) dans la Zone de Santé de Rwanguba d'assistance aux retournés en éducation et Cash, où UPDECO était aussi partenaire dans le Consortium. Or, suite aux derniers événements les besoins et gaps en Protection de l'enfant et Protection Générale restent importants. De ce fait, en réponse aux besoins identifiés, et aux Objectifs Spécifiques des Clusters Protection (y compris GTPE et VBG) et du PRH2022, le consortium AVSI – UPDECO présente une proposition de projet qui vise à offrir une intervention multisectorielle en couvrant les besoins les plus urgents dans les secteurs de la protection et protection de l'enfance, avec un lien sur l'intégration des VBG tout au long du projet dans le territoire de Rutshuru, dans la zone de santé de Rwanguba.

Dans l'objectif de fournir des services qui améliorent le bien-être des communautés affectée par la crise du M23 par le renforcement de la résilience, la facilitation à l'accès à la justice et le renforcement des services d'accompagnement et de prise en charge, la stratégie ici définie répondra aux besoins identifiés des différents groupes vulnérables :

PROTECTION GENERALE : afin de mieux identifier et prendre en charge les cas de violation, l'action répondra aux besoins identifiés par une approche bottom-up de renforcement (technique et matériel) des Structures Communautaires de Protection de Base parce qu'elles soient en mesure de prendre en charge les besoins de leur communauté. Au même temps il est prévu un accompagnement juridique focalisé sur la documentation civile des adultes pour les rendre membres effectifs des communautés desquels ils font partie.

PE: l'objectif est celui de répondre aux besoins de protection des enfants touchés par les conflits bien que de renforcer le système de protection, communautaire et institutionnel. L'action cible les enfants et adolescents non accompagnés, par des actions ad hoc, selon l'âge et le sexe et les besoins spécifiques pour ceux vivant avec handicap. La mise en œuvre du processus IDTR – que partant de l'identification de leurs besoins spécifiques permettra une prise en charge holistique (y compris le référencement) – vise une pleine et saine intégration social, scolaire ou professionnelle.

La proposition de projet du consortium AVSI-UPDECO, vise à renforcer les actions existantes en protection de l'enfant d'UPDECO en cours depuis Avril 2021 et à les intégrer avec celles en Education et Protection General en vue d'amplifier l'impact sur la communauté grâce à une intervention multisectorielle et conséquemment holistique.

5. Complementarity

LOGICAL FRAMEWORK

Overall project objective

Fournir une réponse multisectorielle à 49.458 personnes retournées et déplacées dans la zone de santé de Rwanguba, dans le territoire de Rusthuru

Protection		
Cluster objectives	Strategic Response Plan (SRP) objectives	Percentage of activities
2022-SSO2.5 : L'accompagnement à moyen terme de 1,4M de personnes affectées par des incidents de protection (victimes/survivants de violence, y compris VBG, ENA, EAFGA, victimes de REG, personnes en situation de handicap) est assuré	SO1: La réponse multisectorielle permet de couvrir les besoins vitaux de 8,8 millions de personnes afin de préserver leur intégrité physique et mentale	50
2022-SSO1.1 : Les besoins vitaux (abris, AME, éducation, EHA, santé, protection) de 2,3 millions de pers. affectées par des mouvements de population récents (personnes déplacées et retournées depuis moins de 6 mois, familles d'accueil, communautés hôtes, personnes réfugiées) sont couverts	SO2: La réponse multisectorielle permet de réduire les vulnérabilités et d'améliorer les conditions de vie de 3,5 millions de personne	25
2022-SSO1.5 : L'accès aux services de prise en charge de 1,3M de pers. affectées par des incidents de protection liés à la crise humanitaire (victimes/survivants de violence, y compris VBG, ENA, EAFGA, victimes de REG, pers. en situation de handicap, pers. déplacées et retournées) est assurée et les mécanismes de prévention des risques de protection sont renforcées	SO2: La réponse multisectorielle permet de réduire les vulnérabilités et d'améliorer les conditions de vie de 3,5 millions de personne	25
Contribution to Cluster/Sector Objectives : Le projet contribuera à réaliser l'objectif 2021-SSO1.1, SSO1.5 et le SSO2.5 du Cluster Protection, l'objectif SO1 et SO2 du HRP. Cela sera rendu possible par la réalisation des Outcomes suivants du projet dans le domaine de la Protection: -Outcome 1 : La résilience face aux chocs psychologiques découlant des violations des droits humains et des crises liées aux mouvements des populations (déplacement et/ou retour) affectés par la crise des M23 à Rwanguba est renforcée pour 45.620 personnes adultes et les personnes de troisième âge à travers l'identification et la formation de 30 APS communautaires, l'identification et le référencement de 800 cas vulnérables aux services spécialisés; l'assistance psychosociale à 400 victimes dans les espaces communautaires; la formation de 25 SCP sur les principes clés de la protection des personnes affectées par les déplacements et sur les principes humanitaires et le conséquent appui en matériel/cash pour renforcer leur capacité de gestion des cas de protection. -Outcome 2 : L'accès à la justice est facilité pour les populations retournées et des communautés hôtes survivantes des violations des droits humains dans la Zone de santé de Rwanguba à travers un accompagnement juridique grâce à la formation de Points Focaux pour l'assistance Juridique à base communautaires; le counseling juridique pour 400 victimes de violences (dont 150 victimes de VBG) ; les campagnes de sensibilisation sur l'enregistrement de naissances.		
Outcome 1		
La résilience face aux chocs psychologiques découlant des violations des droits humains et des crises liées aux mouvements des populations (déplacement et/ou retour) affectés par la crise des M23 à Rwanguba est renforcée pour 45.620 personnes adultes et les personnes de troisième âge L'action ici proposée vise à renforcer le service de protection communautaire par une Action holistique que, en renforçant les 25 Structures de Protection à base communautaire ciblées, les 30 APS, les leaders et les autorités communautaires ciblées, permettra de conscientiser les communautés sur les mécanismes de prise en charge des cas de protection (identification des cas, première réponse et référencement) et donc, permettra la mise en œuvre d'activités communautaires de protection, grâce aussi à l'appui matériel ou en Transfert monétaire donné aux structures communautaires de protection pour le fonctionnement et la mise en place d'activité de protection. Selon les capacités de gestion financière évaluer, AVSI choisira la modalité de CASH ou remises directe des biens, ou mixte. L'outcome est en ligne avec : Objectif sectoriel 1 : Les incidents de protection mettant en péril la vie et la santé mentale de 2 163 000 personnes déplacées et retournées et des familles d'accueil vivant dans les zones affectées par les conflits sont identifiés Objectif sectoriel 3 : La résilience face aux chocs psychologiques découlant des crises liées aux mouvements des populations (déplacement et/ou retour) est renforcée pour 138 000 personnes adultes et les personnes de troisième âge. Objectif sectoriel 4 : Les incidents et risques de protection sont réduits et/ou prévenus à travers la sensibilisation de 176 000 personnes sur le respect des droits humains dans les zones de déplacement et de retour		
Output 1.1		
Description		
1200 personnes touchées par les chocs et les autres traumatismes incluant les personnes handicapées ont accès à un service d'assistance psychosociale dans les 12 mois comprenant le projet. L'Allocation Standard pour 2022 a été mise en évidence, parmi les plusieurs besoins en Protection, celui d'assistance psychosociale et communautaire. Les activités offrent un paquet d'appui psychosocial qui commence par l'identification des cas nécessitant de Protection grâce aux APS communautaires formés par Fondation AVSI et se termine par leur prise en charge psychosociale dans les espaces communautaires.		
Assumptions & Risks		

Hypothèses :

Bonne compréhension de la part des APS des concepts clés partagés lors des formations (définition de "cas vulnérables" claire, explication et partage des outils standard à utiliser)

Bonne implication des APS pour l'identification des cas

Existence de structures de prise en charge des cas référencés, qui soient considéré comme sûres et inclusives et qui soient accessibles par les bénéficiaires

Bon engagement communautaire lors des séances d'appui PSS

Risques et Mitigation :

Insécurité dans la zone du aux conflits causés par les M23 pour la mise en place des activités définies/ AVSI proposera la réallocation des activités dans autres zones à besoins, possible d'être ciblées, dans le même territoire

Bonne compréhension de la part des APS des concepts clés partagés lors des formations/ utilisation de modules de formation testés à plusieurs reprises dans des contextes hautement similaires dans la Province et mise en place de séances de monitorages et accompagnement lors des moments d'identification et référencement gérés par les APS

Existence de structures de prise en charge des cas référencés/ lors du design du projet une cartographie des services actifs et structures existantes a été faite dans le but d'identifier des acteurs correspondant aux critères minimums. Le staff AVSI une fois sur place approfondira les évaluations faites pour mettre en place, ensemble au APS, une liste de structures de prise en charge auxquelles référencer les cas

Manque d'implication/engagements de la part des APS et/ou de la communauté/ Mise en place de séance bilatérales par le staff AVSI avec les APS pour les sensibiliser et conscientiser sur leur rôle clé dans la gestion des cas vulnérables ; présence de staff AVSI sur le terrain pour les guider constamment pendant la durée du projet ; mise en place de sensibilisations dans les points stratégiques communautaires pour conscientiser la communauté sur la protection et l'importance de leur propre engagement

Indicators

Code	Cluster	Indicator	End cycle beneficiaries				End cycle
			Men	Women	Boys	Girls	Target
Indicator 1.1.1	Protection	# de leaders communautaires/points focaux formés, équipés et installés désagrégés par âge / sexe / handicap	215	215	0	0	430
Means of Verification : # des participants aux formation sur la protection							
Indicator 1.1.2	Protection	Nombre des cas vulnérables identifiés et prise en charge					800
Means of Verification : Dossier individuel de la personne							
Indicator 1.1.3	Protection	Nombre de personnes ayant bénéficié d'une assistance psychosociale désagrégé par âge, sexe et handicap	150	230	70	100	550
Means of Verification : Dossier individuel de la victime, rapport d'activité							
Indicator 1.1.4	Protection	# Déplacés, retournés et communautés hôtes ayant bénéficié de l'accompagnement juridique désagrégés par âge / sexe / handicap	200	200	0	0	400
Means of Verification : rapport d'activité, outil de monitoring							
Indicator 1.1.5	Protection	% de services de protection communautaires fonctionnels qui fournissent une assistance psychosociale e juridique aux personnes touchés par les chocs et les autres traumatismes.					50
Means of Verification : rapport d'activité							
Indicator 1.1.6	Protection	# de APS formés	15	15			30
Means of Verification : liste APS présents aux activités, photos							
Indicator 1.1.7	Protection	% de APS communautaires participants aux formations ayant augmenté leur capacités d'appuyer l'identification et la facilitation des cas de protection					100

Means of Verification : Pre et post test, rapport d'activité

Activities

Activity 1.1.1

Identification et Formation des 30 APS communautaires responsable d'appuyer l'identification et la facilitation des cas de protection

AVSI proposer un module de formation aux APS (Agents d'appui Psychosocial) de 9 jours dans la Zone de Santé de Rwanguba pour la prévention, l'identification et le référencement des cas de protection, y compris les cas de de VBG. Les thèmes de formation et seront les suivants :

- Concept de Genre et implication du respect du genre dans la société ;
- Concept de Violence et conséquences ;
- Concept de Protection
- Définition de vulnérabilité
- Concept de VBG, processus de prise en charge multisectoriel, circuit de référencement en générale et sur la base de la cartographie des structures existantes dans les zones ciblées.
- Première prise en charge Psychosociale
- Structures de référencement
- Suivi des cas

Les participants selon sélectionnés sur la base de certains critères qui verront validés par la communauté (leaders communautaires). Parmi les différents critères on proposera :

- Être un membre actif en cas de leader ou membre d'une structure communautaire ;
- N'avoir pas reçue déjà une formation sur les thèmes de IDTR ou similaire ;
- Résider près des lieux de formation.

Chaque participant sera fourni de matériels de formation, repas et frais de transport, et recevront un Certificat de participation. L'amélioration de la connaissance des participants sur les thèmes de formation sera évaluée par de pré et post test d'évaluation.

Activity 1.1.2

Identification de 800 cas vulnérables et Référencement aux services spécialisés

A travers cette Activité on vise l'identification et un premier accompagnement psychosocial aux personnes les plus vulnérables identifiés dans la zone de santé d'intervention, qui aboutit ensuite au référencement dans les cas nécessitant une prise en charge au-delà de celle prévue dans le cadre du projet.

Activity 1.1.3

Offre d'assistance psychosociale à 400 victimes à travers des activités en groupe et individuelle dans les 3 espaces communautaire loués et réaménagés

Les personnes affectés par différents types de vulnérabilités, y compris les cas de vulnérabilité (ENA, enfants victimes de violence, y compris de violence sexuelles, enfants travailleurs...) seront bénéficiaires des activités d'appui psychosociale menées dans les 3 centres de protection communautaires pour lesquels a été budgétisé une somme de 3.320,00USD pour les redynamiser, afin d'améliorer le bien-être des enfants.

Le parcours à suivre sera identifié par le psychologue, et l'appui du staff social, afin de l'adapter aux besoins spécifiques. Les activités incluront :

- Des activités en petite groupes (causeries, focus groupe, activités d'expression orales) ;
- Séances individuelle avec le psychologue ;

Eventuels cas de ENA seront référés aux activités de réinsertion familiale prévues dans la présente proposition

Output 1.2

Description

400 membres de 25 Structures communautaires de protection, ainsi que 30 personnes ayant un rôle clé dans la communauté entre leaders et autorités communautaires renforcent leur capacité en protection pour répondre aux chocs psychologiques de leurs communauté dans les 12 mois de mise en œuvre du projet

Toujours en vue de garantir une réelle prise en charge des besoins des communautés vulnérables impactées par les crises, notamment celle de l'M23, des formations aux Structures de Protection, aux leaders et aux autorités communautaires seront organisées. Ces formations visent à renforcer en capacités les sujets communautaires responsables de garantir le bien-être des citoyens et seront donc holistiques grâce aux thématiques intégrées choisies (les principes clés de la protection des personnes affectées par les déplacements, les principes humanitaires, l'identification des cas de protection, première réponse et circuit de référencement). Pour donner suite aux formations et s'assurer la compréhension des sujets ainsi que leur application concrète, des séances de coaching aux SCP ont été prévues.

Assumptions & Risks

Hypothèses :

Existence de SCP n'ayant pas reçu de formations dans les thématiques ciblées

Implication active des personnes clés de la communauté recevant les formations pour assurer une réelle collaboration avec les autorités locales et coutumières dans le monitoring, reporting et référencement des cas de protection

Accalmie sécuritaire pour bonne mobilité des zones de mise en œuvre pour un monitoring approfondi et capillaire

Risques :

Conflits d'intérêt avec les leaders communautaires de relever certains cas de protection qu'ils ne veulent pas reporter ou référer, notamment, par exemple, pour raisons en conflit avec les principes humanitaires/ L'équipe du consortium AVSI/UPDECO fera une présentation du projet aux autorités centrée sur l'impact du projet et sur le bien-être généralisé qui pourra en sortir si la protection sera prise en compte transversalement grâce à leur engagement, avec un focus sur le rôle de protagoniste que les SCP et les autorités locales ont dans les projets de Protection. Ainsi, les principes humanitaires qui la règlementent seront partagés et les posts-pré tests prévus pour les formations prouveront la bonne compréhension et conséquente volonté des acteurs clés communautaire d'y adhérer

Accessibilités de certaines zones pour raison sécuritaires ou logistiques pour un bon monitoring des cas/ L'équipe du consortium AVSI/UPDECO renforcera l'action et le rôle des autres parties prenantes faisant partie du projet, notamment les directeurs, les enseignants, les membres des COPA, RECOPE, DIVAS, pour un contact téléphoniques direct et constant qui permettra la continuation de l'activité de monitoring

Absence de sentiment d'appropriation du projet par les autorités et les structures impliquées/ en plus des formations prévues pour préparer le personnel communautaire clé à un système de protection communautaire efficace, un accompagnement et un soutien matériel/en espèces ont également été fournis. D'après l'expérience d'AVSI dans le pays en matière de protection générale, coupler les formations à du coaching permet de s'assurer que le travail de terrain concret est fait de manière qualitative, et permet aux autorités d'avoir plus de soutien dans leur travail quotidien. En outre, le couplage avec un soutien matériel ou en espèces (en fonction des capacités financières des structures) permet de rendre concrets les concepts expliqués dans la formation et de leur montrer que le projet ne donne pas seulement des pistes, mais aussi des moyens concrets pour obtenir des résultats durables

Détournement des sommes transférées ou des matériels fournis aux SCP pour les activités de protection communautaire/ le travail d'analyse de la capacité de gestion financière qui sera effectué garantira que le transfert en espèce n'est accordé que lorsqu'il est certain que la VCS est capable de le gérer de manière transparente. L'accompagnement du personnel de l'AVSI (qui a signé les politiques anti-fraude de l'organisation lors de la signature du contrat) pendant les procédures de passation de marchés est une autre méthode mise en œuvre pour éviter la fraude. Tous les achats seront suivis de pièces justificatives et de photos du matériel une fois utilisé pour les activités de protection communautaire.

Indicators

Code	Cluster	Indicator	End cycle beneficiaries				End cycle
			Men	Women	Boys	Girls	Target
Indicator 1.2.1	Protection	# de personnes ayant reçu une formation sur la protection transversale (désagrégué par âge, genre, handicap)	215	215	0	0	430
Means of Verification : Liste presence des formations, photos							
Indicator 1.2.2	Protection	Nombre de structures de Protection ayant reçu une formation sur l'identification de cas de protection					25
Means of Verification : Rapport formation, photos							
Indicator 1.2.3	Protection	Nombre de structure de Protection ayant reçu un coaching					25
Means of Verification : Rapport activités, photos							
Indicator 1.2.4	Protection	Nombre de structure de protection ayant reçu un appui matériel					25
Means of Verification : rapport d'activité, certificat de remise							
Indicator 1.2.5	Protection	Pourcentage de sites atteints avec du matériel de communication sur la PEAS, comment signaler/reporter et comment accéder à une assistance centrée sur les survivants (par type de matériel de communication sur PEAS élaboré pour chaque groupe de population identifié).					100
Means of Verification : Rapport des activités							
Indicator 1.2.6	Protection	# de leaders communautaires/points focaux formés, équipés et installés désagrégués par âge / sexe / handicap	15	15	0	0	30
Means of Verification : Liste presence formation, photos							
Indicator 1.2.7	Protection	% des structures communautaires, leaders et autorités communautaires renforcées qui réponds aux cas de protection identifiés selon les procédures standards définies.					60
Means of Verification : rapport d'activité, outil de monitoring							
Indicator 1.2.8	Protection	# de cadre d'échange communautaires réalisés					5
Means of Verification : Rapport d'activités							
Indicator 1.2.9	Protection	% de SCP ciblées qui ont renforcé leur capacité à travers la mise en place d'un système de PSEA					100
Means of Verification : Rapport d'activité							

Activities

Activity 1.2.1

Identification et Formations aux 25 Structures de Protection, aux leaders et aux autorités communautaires sur les principes clés de la protection des personnes affectées par les déplacements et sur les principes humanitaires

Un total de 250 personnes bénéficieront de 3 jours de formation sur :

- Jour 1 : principes clés de la protection
- Jour 2 : principes humanitaires
- Jour 3 : application des principes avec travaux de groupe basés sur les cas de protection présentés

Chaque participant sera fourni de matériels de formation, repas et frais de transport, et recevront un Certificat de participation.

Activity 1.2.2

Identification et Formations aux 25 Structures de Protection, aux leaders et aux autorités communautaires sur l'identification des cas de protection (inclut les cas de VBG), première réponse et circuit de référencement

Il est proposé un module complet de 9 jours pour 250 personnes entre les membres des 25 structures communautaire, les autorités communautaires et les leaders sur :

- Jour 1 : processus IDTR – Identification et documentation
- Jour 2 : processus IDTR – tracement et réinsertion
- Jour 3 : la prise en charge psychosocial et judiciaire des cas de VBG
- Jour 4 : le référencement des cas de VBG aux structures sanitaires
- Jour 5 : la gestion des cas – principes et outils standard
- Jours 6, 7, 8, 9 : exercices de groupe sur les théories apprises

En total de 52 leaders communautaires et membres des structures de protection communautaire seront formées, en groupes de 20 personnes maximum, en respectant les mesures de prévention COVID.

Chaque participant sera fourni de matériels de formation, repas et frais de transport, et recevront un Certificat de participation. L'amélioration de la connaissance des participants sur les thèmes de formation sera évaluée par de pré et post test d'évaluation.

Activity 1.2.3

Coaching de 25 structures communautaires de protection formées dans la mise en œuvre d'activités communautaire de protection des populations adultes et de troisième âge

Des séances de Coaching seront organisées pour les Structures de Protection à base Communautaire en vue de les supporter d'avantage dans leur travail de gestion de cas quotidien et s'assurer un suivi corrects des principes expliqués lors des formations. Les séances de travail seront 2 par mois pour 25 SCP pendant 10 mois.

Activity 1.2.4

Appui cash à 25 structures communautaires de protection pour le fonctionnement et la mise en place d'activité de protection

Toujours en vue de donner suite aux théories apprises lors des formations et concrétiser aussi l'appui prévu par les séances de coaching, chaque SCP bénéficiera d'un Transfer 800 USD, payé en deux tranches de 400 usd. AVSI privilégiera le transfert en espèce, plus conforme aux tendances humanitaires actuelles et avec la croyance d'un plus grand succès de cette approche - dont l'AVSI est experte - par rapport à l'appui en matériel. Par contre, une initiale évaluation des capacités de gestion financière des SCP aura lieu. Selon cette-ci, AVSI choisira la modalité de CASH ou remises directe des biens, ou mixte. Lors de l'appui cash (qui sera privilégié et donc plus répandu) vise l'objectif de donner de moyens concrets aux SCP d'investir dans ceux qu'ils évaluent être leurs besoins et les rendre davantage capables de répondre au besoin de protection de leur communauté même.

Activity 1.2.5

Mise en place d'un système PSEA au profit des 25 Structures de Protection Ciblées.

Un système de PSEA sera mis en place au profit des structures communautaires de protection ciblées par la réalisation des suivantes interventions: formation des membres sur PSEA concernant le système de prise en charge et référencement des cas de violations et abus ; sensibilisation au profit des communautés ou les structures opèrent en vue de créer une conscience commune sur les cas de PSEA et les aider aussi à les rapporter ; visibilité sur le système de rapportage PSEA prévue dans la coordination humanitaire (réseaux PSEAH) et par la politique AVSI

Activity 1.2.6

Organisation de cadre d'échange centré sur la protection avec les leaders et autorités communautaires et membres de Structures de Protection.

AVSI organisera des rencontres communautaires avec la participation des personnes clés visé à assurer une communication constante et transparente avec les bénéficiaires sur le déroulement du projet et la réalisation des objectifs prévus.

Outcome 2

L'accès à la justice est facilité pour les populations retournées et des communautés hôtes survivantes des violations des droits humains dans la Zone de santé de Rwanguba à travers un accompagnement juridique

L'action ici proposée vise le renforcement du système juridique de base et l'amélioration de l'accès à la documentation civile des membres des communautés affectées par la formation de Points Focaux communautaires qui, ayant les informations et les outils nécessaires, appuient les citoyens dans le démarrage de processus juridiques et passe par des campagnes d'enregistrement de naissances pour assurer des attestations identitaires aux citoyens. Pour assurer cette conscientisation juridique des campagnes de conscientisation et des émissions radios ad hoc ont été prévues.

Output 2.1**Description**

550 victimes de violations de droits humains bénéficient d'un accompagnement juridique y compris la documentation civile

Les victimes de violations de droits humains pourront poursuivre leurs dossiers judiciaires grâce aux Points Focaux formés qui pourront leurs assurer un premier accueil incluant un appui concret sur le processus à suivre en vue de donner suite à leurs cas de VBG et aux counselings juridiques pour victimes de violences prévu par le projet grâce aux Barreaux qui, suite à une séance de consultation gratuite, pourront entamer avec les survivants leur prise en charge judiciaire. Ensuite, l'autre volet assuré à travers cet Output, est celui de la documentation civile, qui sera assurée à 1000 personnes dont leur naissance sera enregistrée par voie d'ordonnance de notoriété.

Assumptions & Risks

Existence de Bureaux de l'état civil fonctionnels

Engagement des Points Focaux communautaires

Compréhension de bénéficiaires du système juridique en place ainsi a profiter du counseling juridique mis en place par le projet pour dénoncer les abus subis

Risques et mitigation

- Faible rapportage des cas d'abus/ AVSI augmentera les séances de sensibilisation pour conscientiser la population aux bénéfices du suivi juridique de leurs cas. Aussi, les Points Focaux pour l'assistance Juridique à base communautaires – qui ont un rôle clé pour les activités juridiques communautaires prévues par le projet – seront aussi formés en ce qui concerne les actions de dépistage des cas d'abus et de conscientisation des mesures en place pour les supporter la où ils ont été constatés, ainsi que des bénéfices conséquents une fois dénoncés.

- Les gestionnaires de cas VBG et les prestataires de soins ne sont pas stables dans les aires de santé ciblées/ Le projet utilisera les gestionnaires de cas VBG et les prestataires de soins des structures étatiques intégrées. Le projet recrutera les gestionnaires de cas VBG parmi les relais communautaires choisis parmi les membres des communautés des aires de santé ciblées

- Conflits et crises intercommunautaires qui causent des limites d'accessibilité dans certaines zones/Passation des messages via radio. Impliquer dans les activités de sensibilisation, les structures communautaires de protection, les directeurs et les enseignants des écoles ciblées, toujours présentes dans la zone

- Bureaux étatiques pour l'enregistrement de naissance faibles/ Lors de la conception du projet, une cartographie des bureaux gouvernementaux potentiellement ciblables a été réalisée. Si, une fois le projet lancé, les évaluations approfondies des bureaux qui seront réalisées montrent que les besoins des bureaux vont au-delà de ce qui a été envisagé - et donc budgété - lors de la phase de conception du projet, il est possible d'envisager, en accord avec le donateur : 1) la réaffectation de certaines lignes pour un soutien matériel plus important ; 2) la réaffectation des ressources humaines du projet pour augmenter la formation ; 3) activité de plaidoyer lors des réunions humanitaires (COPAH, Clusters,...) pour remonter l'état de besoin des bureaux civile pour l'enregistrement

Indicators

Code	Cluster	Indicator	End cycle beneficiaries				End cycle
			Men	Women	Boys	Girls	Target
Indicator 2.1.1	Protection	Nombre de déplacés, retournés et communautés hôtes ayant bénéficié de l'accompagnement juridique désagregés par âge/genre/ handicap	215	215	0	0	430
Means of Verification : Rapport d'incident, registres des gestionnaires, plan individualisé des cas							
Indicator 2.1.10	Protection	% de de Points focaux participants aux formations ayant augmenté leur capacités sur l'assistance juridique à base communautaire					100
Means of Verification : Pre et post test, rapport d'activité							
Indicator 2.1.11	Protection	Nombre mission de suivi organisées					4
Means of Verification : Rapport de mission, TdR de mission, Ordre de mission							
Indicator 2.1.2	Protection	Nombre de Points focaux ayant bénéficiés de la formation pour l'assistance juridique à nase communautaires	15	15			30
Means of Verification : Liste presence des formations, photos							
Indicator 2.1.3	Protection	Nombre de victimes qui ont reçu un counseling juridique					400
Means of Verification : Dossier individuel, rapport des activités							
Indicator 2.1.4	Protection	Nombre de acte de naissance livrés					1,000
Means of Verification : Rapport des activités							
Indicator 2.1.5	Protection	Nombre de bureaux de l'état civil qui ont reçu un appui matériel					2
Means of Verification : Rapport des activités							
Indicator 2.1.6	Protection	# Déplacés, retournés et communautés hôtes ayant bénéficié de l'accompagnement juridique désagregés par âge / sexe / handicap	200	200	0	0	400
Means of Verification : Dossier inividuel victime, rapport des activités							
Indicator 2.1.7	Protection	Nombre de personne ayant bénéficié d'une séance de sensibilisation sur les droits des personnes désagregées par âge/genre/ handicap	12,00 0	13,000	2,00 0	3,00 0	30,000

Means of Verification : rapport d'activité, photos

Indicator 2.1.8	Protection	% des victimes identifiées prise en charge par les services d'appui juridiques communautaires, y compris la documentation civile.					30
Means of Verification : rapport d'activité, outil de monitoring							
Indicator 2.1.9	Protection	# de mécanisme de gestion de plaintes fonctionnels dans la communautés					1
Means of Verification : rapport d'activité, outil de monitoring							
Activities							
Activity 2.1.1							
Formation de Points Focaux pour l'assistance Juridique à base communautaires							
30 personnes sélectionnées dans les 25 SCP ciblées bénéficieront d'une formation de 6 jours sur la gestion de cas judiciaires, axée sur la conscientisation des communautés pour qu'elles soient en mesure de prendre contacts avec les PF, l'écoute des bénéficiaires et le référencement ponctuels aux structures de prise en charge (barreaux, cabinets d'avocats,). Les participants selon sélectionnés sur la base de certains critères qui verront validés par la communauté (leaders communautaires). Parmi les différents critères on proposera : - Être actif dans son propre rôle ; - N'avoir pas reçue déjà une formation sur les thèmes présentés ; - Résider près des lieux de formation. Chaque participant sera fourni de matériels de formation, repas et frais de transport, et recevront un Certificat de participation. L'amélioration de la connaissance des participants sur les thèmes de formation sera évaluée par de pré et post test d'évaluation							
Activity 2.1.2							
Counseling juridique pour 400 victimes de violences (dont 150 victimes de VBG) avec les Barreaux-CBG							
400 victimes de violences bénéficieront de séances de counseling par les barreaux d'avocats qui accompagneront leurs dossiers en justice, grâce à l'appui économique de 50USD par dossier prévu pour le service de Consultation Juridique (cabinet d'avocats) contractualisé pour l'accompagnement des dossiers des victimes de violences (et pour la livraison des actes de naissance). Leur rôle sera celui de montrer des victimes les différentes options que la loi congolaise prend en compte pour poursuivre en justice les auteurs de ces violences, par des séances de consultation et par l'accompagnement dans la première phase de dénonciation.							
Activity 2.1.3							
Campagnes de sensibilisation sur l'enregistrement de naissances y compris le jugement supplétif de naissance avec l'appui des media et des Acteurs Sociaux pour 30000 personnes							
Pour atteindre l'objectif de livrer 1000 actes de naissances dans la Zone de Santé de Rwanguba, des campagnes de sensibilisation visant à atteindre 5.000 personnes (300 personnes chaque séance pour 10 campagnes de 10 séances chacune) sur l'enregistrement de naissances (par théâtre participatif, émissions radios et séances communautaires) ont été prévues. De cette manière la communauté sera sensibilisée sur l'importance d'avoir des actes de naissances et de s'engager pour les obtenir. Ensuite, pour concrétiser l'appui à l'enregistrement des naissances, 33USD seront donnés à 1000 bénéficiaires, chiffre qui couvre les frais légaux pour entamer le processus (10\$ frais de consignment, 5\$ frais d'enrôlement, 18\$ frais de justice), qui sera appuyé d'avantage grâce au support du cabinet d'avocat contracté. Les sensibilisations toucheront							
Activity 2.1.4							
Appui en Matériel aux Bureaux de l'état civil pour le renforcement du service (mat. Classement des fichiers, PC, Motos, selon les besoins)							
Il est prévu un appui en matériel aux 2 Bureaux de l'état civil de Rwanguba pour l'achat de matériel durable de bureau ou logistique pour les 2 Bureaux de l'Etat Civil dans le but d'améliorer et faciliter le travail quotidien notamment pour ce qui concerne l'enregistrement des naissances. Les besoins ressortis à travers les Focus Group avec les staffs clé des Bureaux de l'état civil seront validés par les Officiers Protection d'AVSI, en vue de donner un appui efficace aux bureaux tout en garantissant la durabilité de l'Appui Matériel fourni.							
Activity 2.1.5							
Mise en place d'un plan de suivi pour le monitoring du projet							
Le staff de coordination d'AVSI et d'UPDECO mettront en place un plan de suivi et support du projet, pour que la coordination soit à jour sur les réels avancements du projet et la réalisation de l'impact prévu. Pour cela, en phase de design du projet, 4 missions de suivi de la part du bureau de coordination (3 d'AVSI et 1 de UPDECO) ont été prévues, ainsi à rendre visite aux autorités et aux staffs en offrant d'avantage de support et en améliorant la communication.							
Additional Targets :							

Protection de l'Enfance		
Cluster objectives	Strategic Response Plan (SRP) objectives	Percentage of activities
2022-SSO1.5 : L'accès aux services de prise en charge de 1,3M de pers. affectées par des incidents de protection liés à la crise humanitaire (victimes/survivants de violence, y compris VBG, ENA, EAFGA, victimes de REG, pers. en situation de handicap, pers. déplacées et retournées) est assurée et les mécanismes de prévention des risques de protection sont renforcés	SO2: La réponse multisectorielle permet de réduire les vulnérabilités et d'améliorer les conditions de vie de 3,5 millions de personne	50
2022-SSO2.5 : L'accompagnement à moyen terme de 1,4M de pers. affectées par des incidents de protection (victimes/survivants de violence, y compris VBG, ENA, EAFGA, victimes de REG, personnes en situation de handicap) est assuré	SO1: La réponse multisectorielle permet de couvrir les besoins vitaux de 8,8 millions de personnes afin de préserver leur intégrité physique et mentale	50
Contribution to Cluster/Sector Objectives : Le projet contribuera à réaliser l'objectif 2022-SSO1.1, SSO1.5 et le SSO2.5 du Cluster Protection de l'enfance, l'objectif S01 et S02 du HRP. Cela sera rendu possible par la réalisation du Outcome suivant du projet dans le domaine de la Protection de l'enfance: Outcome 1 : Renforcement du service d'accompagnement et de prise en charge à faveur des enfants vulnérables et/ou affectés par les urgences humanitaires, avec des actions d'accompagnement spécifique à faveur des ENA et des victimes de violences y de violence sexuelle, dans la Zone de santé de Rwanguba (Province du Nord Kivu) à travers la formation de 100 chefs de ménages des FAT sur la protection de l'enfance, l'appui psychosociale et la prise en charge transitoire ; l'identification, documentation, recherche et réunification familiale pour les ENA identifiés ; la mise en place d'activité d'appui psychosocial et activités éducatives pour 3828 enfants à besoins spécifiques et le référencement de 150 cas de VBG aux structures de prise en charge médicale et de prise en charge juridique.		
Outcome 1		
Renforcement du service d'accompagnement et de prise en charge à faveur de 3828 enfants vulnérables et/ou affectés par les urgences humanitaires, avec des actions d'accompagnement spécifique à faveur des ENA et des victimes de violences y de violence sexuelle, dans la Zone de santé de Rwanguba (Province du Nord Kivu) L'initiative vise à renforcer la prise en charge psychosociale des enfants les plus vulnérables à travers les activités dans les EAE, le référencement des cas des ENA, victimes de violences, y compris de violence sexuelle, bien que l'appui en cash aux familles pour faciliter l'intégration familiale. En plus, le projet soutiendra la réintégration socio-économique, scolaire et professionnelle des ESFGA identifiées. Cet outcome est en ligne avec les Objectives Sectoriels du Cluster Protection de l'Enfance définis dans le Plan de Réponse Humanitaires pour la RDC 2021, notamment : Objectif sectoriel 1 : Répondre aux besoins urgents de 8 129 EAFGA dont 2 032 filles et 1 219 handicapés, et de 15 670 ENA, dont 7 992 filles et 2 350 handicapés, identifiés à travers un suivi individuel et une prise en charge transitoire Objectif sectoriel 3 : Prévenir les risques de séparation familiale et les violations des droits des enfants à travers la sensibilisation, le MRM et le renforcement des mécanismes communautaires de protection ciblant 299 600 pers., dont 152 796 femmes et 44 940 handicapés Objectif sectoriel 4 : Fournir un soutien psychosocial à 756 155 enfants vulnérables (enfants déplacés, enfants retournés, chef de ménage, enfant handicapés, enfants séparés et leurs familles) affectés par les urgences humanitaires, y compris les épidémies à travers l'accès à des EAE ou le soutien individuel ou de groupe Objectif sectoriel 6 : Répondre aux besoins moyen terme de 15 670 ENA identifiés, dont 7 992 filles et 2 350 handicapés, à travers la recherche et réunification familiale ou une solution de remplacement appropriée		
Output 1.1		
Description		
Les capacités des FAT et des Enseignants sur la prise en charge transitoire et la prise en charge psychosociale des enfants sont renforcées Afin de mieux répondre aux besoins de protection de l'enfant existant dans les communautés ciblées, bien que de prévenir les risques de violation des cas de protection, cette action vise améliorer les capacités des acteurs de protection communautaires, institutionnels et non. Ce processus de renforcement sera possible par un renforcement des connaissances par des séances de formation spécifique sur la protection de l'enfants et la prise en charge psychosociale et familiale, bien que par l'accompagnement technique dans leur travail d'identification et accompagnement des enfants plus vulnérables.		
Assumptions & Risks		
Hypothèses : - Présences des familles d'accueil / famille d'origine pour la réinsertion familiale ; - Bonne implication et participation communautaire, y compris de la DIVAS et des RECOPE dans la sélection des FAT pour la mise en œuvre des activités ; - Absence des obstacles sécuritaires pour accéder aux zones où les FAT se trouvent ; - Coordination efficace et pertinente parmi les acteurs de protection présents, bien qu'avec le partenaire du consortium pour la mise en œuvre du système de prise en charge ; Risques: - Fermeture des espaces à cause de nouvelles flambes du virus COVID 19 donc suspension des activités de formation / Dans ce cas la AVSI proposera une stratégie d'accompagnement différentes, plus individualisée, tout en évitant les activités en groupe et en impliquant les acteurs communautaires tels que la DIVAS et les RECOPE ; - Insécurité dans les zones pour la mise en place des activités / L'équipe de sécurité assurera un suivi constant de la situation sécuritaire afin de prévenir les risques et proposer des alternative d'intervention en cas de problèmes persévérants.-		

Indicators							
Code	Cluster	Indicator	End cycle beneficiaries				End cycle
			Men	Women	Boys	Girls	Target
Indicator 1.1.1	Protection de l'Enfance	# personnels du projet formés sur les concepts clé VBG, analyse des risques VBG, et le circuit de référencement »	25	25			50
Means of Verification : Liste presence des formations, photos							
Indicator 1.1.2	Protection de l'Enfance	Nombre de FAT formés sur la protection de l'enfance					100
Means of Verification : Liste presence des formations, photos							
Indicator 1.1.3	Protection de l'Enfance	# de personnes sensibilisées sur les risques de protection de l'enfance	1,178	1,178	0	0	2,356
Means of Verification : Photos, liste presence formation							
Indicator 1.1.4	Protection de l'Enfance	#personnel projet et personnel apparenté ayant suivi les formations, orientations et briefings sur la PEAS;	25	25			50
Means of Verification : Liste presence formations, photos							
Indicator 1.1.5	Protection de l'Enfance	% d'enfants vulnérables et ou affectés par les urgences humanitaires identifiés qui bénéficie d'un service d'accompagnement et de prise en charge.					60
Means of Verification : rapport d'activité, outil de monitoring							
Indicator 1.1.6	Protection de l'Enfance	# de réunion de consortium organisés					12
Means of Verification : Rapport d'activité							
Indicator 1.1.7	Protection de l'Enfance	% de participants aux formation ayant augmenté leur capacité sur le module psychosocial et PSEAH					100
Means of Verification : Pre et post test, rapport d'activité							
Activities							
Activity 1.1.1							
Formation du staff du partenaires UPEDECO sur le module d'appui psychosocial et PSEAH							
A' travers la formation sur la protection de l'Enfant, l'appui psychosocial et processus IDTR, les capacités de 8 staff membres du personnel de l'ONG partenaire seront renforcées sur ce thème spécifique afin de contribuer à l'amélioration de la qualité du service de protection (notamment le processus di IDTR et la prise en charge psychosociale. La formation se concentrera sur l'approche psychosociale (Module AVSI), adopté, au niveau national, comme un module officiel par l'UNICEF, puis reconnu comme le seul modèle officiel par le ministère de l'éducation et de la formation professionnelle de la RDC; formation sur PSEA (cas et systeme de rapportage) La formation doit permettre aux personnels de mieux encadrer et accompagner les ENA par un parcours d'accompagnement psychosociale qui va de l'identification, a' la transition dans les centres, pour arriver au processus de réunification et ou insertion familiale; bien que de garantir le respect des principes lies au PSEA, y compris la politique de tolerance 0 dans toutes les activites. La formation sera facilitée par deux formateurs AVSI qui utilisent une approche participative et différentes techniques (travail en sous-groupe, jeux de rôle, discussions dirigées, brainstorming, partage de récits) permettant une meilleure implication et assimilation de la part des participants. Au début et à la fin de la formation, les participants sont soumis à un pré-test et un post-test qui servent respectivement à comprendre le niveau de connaissance de base des participants et le niveau de compréhension de la matière traitée. En plus, chaque jour de formation les participants font une évaluation journalière qui permet aux formateurs de lever les lacunes avant d'introduire les nouveaux thèmes le jour suivant. Il sera possible également d'organiser des focus groups avec les enfants/adolescents en contact avec les éducateurs formés afin de comprendre si un changement de comportement a effectivement été remarqué chez l'éducateur. Cette évaluation sera organisée en début et fin de projet afin d'apprécier un éventuel changement. Par ailleurs, des focus groups avec les éducateurs formés peuvent être réalisés à mi-parcours et fin de projet afin renforcer les connaissances acquises lors des formations. Une fiche d'évaluation de qualité de la formation sera remise aux bénéficiaires pour avoir un feedback de leurs part. les bénéficiaires recevront aussi un brevet de formation outre qu'a une copie du Manuel Psychosocial de AVSI pour l'épanouissement de leur connaissance aussi après la formation.							
Activity 1.1.2							

Formation à 100 chefs de ménages des FAT sur la protection de l'enfance, l'appui psychosociale et la prise en charge transitoire

En suivant les critères et les standards définis par les Lignes directrices pour la prise en charge transitoire des enfants en RDC du GTPE National, la proposition envisage d'identifier, sélectionner et valider 100 FAT qui seront formés et préparés au processus d'accueil des enfants EAFGA et ESFGA identifiés dans les zones d'intervention. L'activité engagera les membres de 100 ménages, en raison de 1 personnes par ménage.

Les familles seront sélectionnées selon des critères spécifiques qui verront conçus avec la participation de membres des communautés, mais en suivant les standards définis par les Lignes directrices pour la prise en charge transitoire des enfants en RDC du GTPE National. Les familles sélectionnées seront bénéficiaires d'une formation visant le renforcement de leurs capacités d'accueil. Les thèmes abordés, identifiés par le GTPE seront :

Notions de base de la protection de l'enfance ; Fonctionnement/processus du placement en FAT et responsabilités de la FAT de fournir des soins, attention et protection adéquates aux enfants ; Code de conduite (« à faire et à ne pas faire ») ; Comment communiquer avec les enfants (selon l'âge, le sexe, le degré de maturité de l'enfant) ; Notions du développement physique et émotionnel de l'enfant, les besoins de base et spécifiques des enfants (inclus pour les enfants en situation de handicap) ; Comment reconnaître les signes de détresse psychosociale de l'enfant et comment se comporter ; Gestion de comportement des enfants (inclus en relation aux vécus difficiles des enfants, tel que la séparation familiale), discipline positive et non violente ; Sûreté des enfants (inclus des notions sur l'hygiène, la santé, les violences sexuelles et la nutrition).

Tout le processus sera fait en stricte collaboration avec la DIVAS et les RECOPE.

Activity 1.1.3

Organisation des réunions de suivi mensuels entre le partie prenante du consortium (AVSI - UPDECO)

AVSI organisera des réunions mensuelles dans son bureau avec le staff de UPDECO impliqué dans la réalisation des activités en protection de l'enfance en vu d'assurer une mise à jour constante et transparente axés sur la réalisation des objectifs prévus entre les parties prenante du consortium

Output 1.2

Description

60 enfants non accompagnés (ENA) bénéficient du service IDTR : identification, documentation, prise en charge transitoire, recherche et réunification familiale ou solution de remplacement appropriée

Les activités prévues dans l'output précédent envisagent une intervention plus large accès sur la création d'un environnement d protection capable de prendre en charge les vulnérabilités spécifiques des cas ciblés. Dans cet Output en revanche le focus est sur une action spécifique en réponse aux besoins individuels des ENA identifiés dans les EAE – ouu des activités d'appui psychosocial et éducatives pour des groupes spécifiques d'enfants à besoins, y compris enfants victimes de violence et enfants avec lacunes scolaires – qui inclut l'accompagnement psychosocial, l'identification des FA/FAT ou familles d'origines et la réinsertion familiale

Assumptions & Risks

Hypothèses :

Bonne implication et participation communautaire, y compris de la DIVAS et des RECOPE dans la mise en œuvre des activités

Absence des obstacles sécuritaires pour accéder aux zones ou les EAE se trouvent

Coordination efficace et pertinente parmi les acteurs de protection présents, bien qu'avec le partenaire du consortium pour la mise en œuvre du système de référencement

Présences des familles d'accueil / famille d'origine pour la réinsertion familiale

Risques:

Insécurité dans les zones pour la mise en place des activités récréatives, éducatives et d'appui psychosociale/L'équipe de sécurité assurera un suivi constant de la situation sécuritaire afin de prévenir les risques et proposer des alternatives d'intervention en cas de problèmes persévérants.

- Risque sécuritaire qui peuvent empêcher la distribution cash. Le Consortium fera une analyse sécuritaire avec la distribution, en définissant les modalités les plus sûres.

- Risque de protection pour les femmes après distribution cash. La distribution sera fait en petits groupes, même de façon individuelle, dans un espace fermé et protégé, afin que l'activité ne puisse par être publicise et donc connues par le possibles acteurs d'acte de violence.

Indicators

Code	Cluster	Indicator	End cycle beneficiaries				End cycle
			Men	Women	Boys	Girls	Target
Indicator 1.2.1	Protection de l'Enfance	# d'ENA (y compris en situation de handicap) identifiés et placés dans une prise en charge familiale transitoire ou une solution de remplacement appropriée			25	25	50

Means of Verification : Dossier individuel enfant

Indicator 1.2.2	Protection de l'Enfance	Nombre de FAT ayants reçu un appui cash					50
-----------------	-------------------------	---	--	--	--	--	----

Means of Verification : Fiche de distribution, rapport des activités

Indicator 1.2.3	Protection de l'Enfance	# d'ENA (y compris ceux en situation de handicap) réunis avec leur famille ou bénéficiant de solutions à long terme			25	25	50
-----------------	-------------------------	---	--	--	----	----	----

Means of Verification : Dossier individuel de l'enfant

Indicator 1.2.4	Protection de l'Enfance	% enfants ENA identifiés insérés dans leur familles d'origines ou d'accueil.						80
Means of Verification : dossier individuel, rapport d'activité								
Activities								
Activity 1.2.1								
Identification, documentation, recherche et réunification familiale pour les ENA identifiés								
Le processus de placement sera fait par un accord signé entre AVSI, la DIVAS et le Chef de ménage de la FAT, avec la délivrance d'une ordonnance de placement délivrée par un juge pour enfant. Le processus prévoit avoir obtenue le consentement de l'enfant ; préparer les membres de FAT pour le placement ; suivi continue sur le processus de réinsertion afin d'évaluer et garantir le bien-être de l'enfant. Le suivi, fait par les opérateurs AVSI et AFDP bien que la DIVAS, permettra à fournir un soutien et des conseils à la fois à l'enfant et à la personne qui en prend soin sur la manière de développer et d'entretenir une relation saine et protectrice et d'intervenir en cas de problème ; b) Veiller à ce que l'enfant et la famille aient accès aux services et aux ressources de la communauté ; c) Informer l'enfant et la FAT des progrès réalisés dans la recherche de solutions de longue durée, en particulier la réunification familiale ; d) Surveiller et atténuer les risques de maltraitance, de négligence ou d'exploitation de l'enfant, en prenant en compte des changements dans l'état de l'enfant depuis le début de son placement (lignes guide GTPE).								
Activity 1.2.2								
Transfert monétaire aux FAT pour prise en charge transitoire des Enfants non Accompagnés (ENA)								
Afin de renforcer l'action de réinsertion familiale, sera prévu un transfert CASH a 60 familles plus vulnérables afin de répondre aux besoins de réinsertion familiale ou bien pour prévenir les risques. Les familles seront sélectionnées selon des critères spécifiques qui verront conçus avec la participation de membres des communautés, mais en suivant les standards définis par les Lignes directrices pour la prise en charge transitoire des enfants en RDC du GTPE National. Le montant pour chaque famille sera de 80 usd, distribue en deux tranches, selon une graduation model et dans la période plus appropriée pour les familles, i.e. rentrée scolaire, période de soudure. Afin de monitorer et évaluer l'utilisation du cash donnees, AVSI prévoit une PDM post distribution, bien qu'une enquête d'évaluation afin d'évaluer l'impact du cash sur la situation de protection des enfants.								
Output 1.3								
Description								
50 enfants vulnérables, y compris les enfants victimes de violences sont identifiés et bénéficient d'une prise en charge holistique, y compris le référencement aux acteurs bénéficiant du paquet de réponse								
Dans ce cas on se concentre encore une fois sur la fourniture de services de prise en charge proposés aux bénéficiaires ciblés, c'est-à-dire les enfants non accompagnés, victimes de violences, y compris sexuelles, et enfants vulnérables. Les activités de prise en charge prévues – d'appui psychosocial, éducatives et de référencement – seront mise en place dans 2 EAE mobiles et dans l'EAE fixe mise en place par UPDECO.								
Assumptions & Risks								
Hypothèses : Bonne implication et participation communautaire grâce à l'engagement des activités mises en place Absence des obstacles sécuritaires pour accéder aux zones ou les EAE se trouvent Coordination efficace et pertinente parmi les acteurs de protection présents, bien qu'avec le partenaire du consortium pour la mise en œuvre du système de référencement Présences des familles d'accueil / famille d'origine pour la réinsertion familiale Risques: Fermeture des centres EAE et point d'écoute à cause de nouvelles flambes du virus COVID 19 donc suspension des activités récréatives, d'appui psychosociale et scolaire/ AVSI proposera une stratégie d'accompagnement différentes, plus individualisée, tout en évitant les activités en groupe et en impliquant les acteurs communautaires tels que la DIVAS et les RECOPE Insécurité dans les zones pour la mise en place des activités récréatives, éducatives et d'appui psychosociale/L'équipe de sécurité assurera un suivi constant de la situation sécuritaire afin de prévenir les risques et proposer des alternatives d'intervention en cas de problèmes persévérants. - Accessibilités des certaines zones pour raison sécuritaires ou logistiques pour un bon monitoring des cas. Dans ce cas, l'équipe du consortium renforcer l'action et le rôle des autres parties prenantes faisant partie du projet, notamment les directeurs, les enseignants, les membres des COPA, RECOPE, DIVAS, pour un contact téléphoniques direct et constant qui permettra la continuation de l'activité de monitoring. Le consortium s'occupera de l'analyse des donnees et la transmission aux clusters et aux autres acteurs humanitaires.								
Indicators								
			End cycle beneficiaries				End cycle	
Code	Cluster	Indicator	Men	Women	Boys	Girls	Target	
Indicator 1.3.1	Protection de l'Enfance	# d'ENA (y compris en situation de handicap) identifiés et placés dans une prise en charge familiale transitoire ou une solution de remplacement appropriée			25	25	50	
Means of Verification : Dossier individuel de l'enfant,								
Indicator 1.3.2	Protection de l'Enfance	Nombre d'EAE mis en place					4	
Means of Verification : Rapport des activités, photos								

Indicator 1.3.3	Protection de l'Enfance	# de personnes bénéficiant de soutien en santé mentale et psychosocial, incluant l'accès à des EAE dans le contexte des épidémies (COVID-19 et MVE),			1,914	1,914	3,828
Means of Verification : Fiche presence Enfants dans les EAE - Rapport activites psychosociales							
Indicator 1.3.4	Protection de l'Enfance	# de filles et de garçons (y compris celles et ceux en situation de handicap) ayant survécu à une VBG ayant bénéficié de la prise en charge psychosociale			75	75	150
Means of Verification : Fiche Identification Enfant							
Indicator 1.3.5	Protection de l'Enfance	# d'enfants y compris les enfants victimes de violences ayant bénéficiés d'une prise en charge holistique					50
Means of Verification : dossier individuel de l'enfant, rapport activité							
Indicator 1.3.6	Protection de l'Enfance	Nombre de mécanisme de gestion de plaintes fonctionnels dans la communautés					1
Means of Verification : rapport d'activité, outil de monitoring							
Activities							
Activity 1.3.1							
Mise en place d'1 EAE fixe et de 2 EAE mobiles dédiés aux enfants vulnérables, victimes de violences y de violence sexuelle pour activités récréatives							
Les Espaces Amis d'Enfants (EAE) étant des cadres temporaires utilisés dans les situations d'urgence comme première réponse aux besoins de protection des enfants, serviront en plus comme un point de contact de travail avec les communautés locales affectées par le conflit armées pour le bien-être des enfants déplacés, retournés et autochtones affectés par la crise afin de maintenir un contexte qui réponds aux besoins de protection physique, aux besoins psychosociaux et cognitifs des enfants affectés. Au total, 1 EAE semi-durables seront construits et 4 EAE mobiles seront mis en place. La construction des EAE semi-durables sera faite dans sol publique et à la fin du projet la structures sera remises officiellement aux autorités communautaires, notamment le DIVAS et les RECOPE pour la continuité des activités de protection. 4 espaces d'amis d'enfants seront installés de façon mobile, avec des structures légères en tentes, et équipés avec un kit récréatif complet afin de réaliser les activités récréatives et psychosociales							
Activity 1.3.2							
Mise en place d'activité d'appui psychosocial et activités éducatives pour 3828 enfants à besoins spécifiques, y compris enfants victimes de violence et enfants avec lacunes scolaires							
Dans les EAE mis en place, l'équipe du projet mettra en place des activités récréatives et éducatives pour les enfants et jeunes vivant dans la communauté, déplacés et hôtes. Les activités auront un triple objectif de : - Donner une réponse aux besoins de récréation et de détente des enfants vivant dans des zones affectées par la crise ; - Identifier les cas de protection les plus graves (ENA, enfants victimes de violence, y compris de violence sexuelle) qui mérite une prise en charge psychosocial bien que le référencement aux structures spécifiques (hôpitaux, centre de santé, services juridiques) et vers les familles d'accueil ou familles d'origine ; - Appuyer la réussite scolaire des enfants par un support ponctuel par des activités de lecture, compréhension et appui aux devoirs. Au cours de la mobilisation communautaire pour inviter les enfants à participer aux activités, la participation des enfants a besoins spéciaux sera encouragée. L'activité de référencement prévoit l'engagement et l'implication des autorités locales et étatiques telles que le Ministère des Mines, Ministère de Affaires Sociales et de leurs divisions techniques (ex. DIVAS et DIVIGENRE), les acteurs judiciaires et les Centres de Santé en vue de rassurer la prise en charge des cas identifiés. Le cas seront aussi identifiés par les RECOPE qui seront créés et redynamisés au cours du projet, par les référents des points d'écoute créés au sein des EAE.							
Activity 1.3.3							
Référencement de 150 cas de VBG aux structures de prise en charge médicale et de prise en charge juridique							
Toujours dans un processus de monitoring continue au cours de la mise en œuvre du projet, les cas de protection majeures seront référés aux services offerts par le projet, en montrant d'avantage la multisectorialité du projet, bien qu'aux structures/services externes quand le consortium ne pourra pas prendre en charge les cas. Le référencement externe des cas de VBG concernera : - Accompagnement aux structures de prise en charge médicale - Accompagnement aux institutions de prise en charge juridique							
Additional Targets :							
M & R							
Monitoring & Reporting plan							
Le Manager et les Officers M&E seront engagés pour toute la durée du projet pour garantir le système de MEAL et de Redevabilité. Ils seront affectés dans la zone d'intervention et feront des missions de supervision d'activités, rédigeront des rapports réguliers et aideront à la rédaction des rapports pour le bailleur selon les échéances du FH. Des évaluations participatives avec les bénéficiaires permettront d'appliquer le concept de Result Based Management.							

AVSI prévoit un plan de suivi et d'évaluation et rapportage complet, qui sera discuté avec les partenaires concernés et l'équipe du FH. Fondation AVSI utilisera plusieurs outils pour assurer l'implémentation des activités, le monitoring, le rapportage et la réalisation des objectifs tant en termes de quantité que de qualité :

- Tableau de suivi des indicateurs / Mensuel : Le suivi mensuel des résultats donne un aperçu de l'avancement des activités et permet, si nécessaire, de modifier ou de réviser les stratégies adoptées pour obtenir de meilleure performance. AVSI a déjà acquis de l'expérience sur l'utilisation de tel instrument de monitoring à travers d'autres projets financés par le FH.

- Base de données du projet : une BDD sera créée pour améliorer le suivi des projets, avec des informations essentielles sur les bénéficiaires et permettra aux personnels d'effectuer des analyses périodiques des activités et des résultats attendus. Pour les sessions de formation ou de sensibilisation, des données sur les participants seront collectées à travers des listes de présence. Les données seront ventilées par sexe et par âge et par niveau de handicap.

- Base des données des plaintes : pour la gestion du mécanisme de redevabilité

- Un Rapport Matrice de suivi et d'évaluation du projet : la matrice fournira une vue d'ensemble des objectifs, des indicateurs, des activités et des résultats, résumant l'approche de tous les outils de suivi et d'évaluation pour vérifier la réalisation des résultats.

Outils d'évaluation :

- Base line, Enquête Mi-parcours et finale : une enquête d'évaluation sera menée à mi-parcours et vers la fin du projet afin de vérifier le niveau d'atteinte des indicateurs du projet, la satisfaction des bénéficiaires et l'augmentation des connaissances sur les thématiques clés des formations et sensibilisations.

- Focus groupes discussion (FDG)/trimestriels : Pour mesurer les indicateurs qualitatifs et évaluer la satisfaction des bénéficiaires, des questionnaires d'évaluation seront organisés pour les discussions en groupe, basés sur les caractéristiques des personnes interrogées. Des FGD seront aussi organisées avec les équipes du consortium à niveau interne pour évaluer et comprendre les points à améliorer, ainsi que les best practices et capitaliser les efforts.

- Visite de monitoring : si la situation sécuritaire le permet, des visites terrain seront organisées régulièrement par le Manager des Opérations, la coordination programme et le M&E Manager afin de superviser la bonne mise en œuvre et la qualité des activités, afin d'appuyer le staff dans l'identification des défis, des leçons apprises et donc appliquer des éventuelles redéfinitions des stratégies de mise en œuvre. Le responsable du suivi et de l'évaluation supervisera la mise en œuvre correcte du cadre de S&E et le rapportage mensuel des indicateurs de résultat. Le coordinateur M&E effectuera des visites trimestrielles sur le terrain afin de procéder à des évaluations qualitatives, ce qui favorisera une mise en œuvre sans heurts du suivi axé sur les résultats.

Workplan													
Activitydescription	Year	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
Protection de l'Enfance: Activity 1.1.1: Formation du staff du partenaires UPEDECO sur le module d'appui psychosocial et PSEAH	2023			X	X								
A' travers la formation sur la protection de l'Enfant, l'appui psychosocial et processus IDTR, les capacités de 8 staff membres du personnel de l'ONG partenaire seront renforcées sur ce thème spécifique afin de contribuer à l'amélioration de la qualité du service de protection (notamment le processus di IDTR et la prise en charge psychosociale. La formation se concentrera sur l'approche psychosociale (Module AVSI), adopté, au niveau national, comme un module officiel par l'UNICEF, puis reconnu comme le seul modèle officiel par le ministère de l'éducation et de la formation professionnelle de la RDC; formation sur PSEA (cas et systeme de rapportage) La formation doit permettre aux personnels de mieux encadrer et accompagner les ENA par un parcours d'accompagnement psychosociale qui va de l'identification, a' la transition dans les centres, pour arriver au processus de réunification et ou insertion familiale; bien que de garantir le respect des principes lies au PSEA, y compris la politique de tolérance 0 dans toutes les activites. La formation sera facilitée par deux formateurs AVSI qui utilisent une approche participative et différentes techniques (travail en sous-groupe, jeux de rôle, discussions dirigées, brainstorming, partage de récits) permettant une meilleure implication et assimilation de la part des participants. Au début et à la fin de la formation, les participants sont soumis à un pré-test et un post-test qui servent respectivement à comprendre le niveau de connaissance de base des participants et le niveau de compréhension de la matière traitée. En plus, chaque jour de formation les participants font une évaluation journalière qui permet aux formateurs de lever les lacunes avant d'introduire les nouveaux thèmes le jour suivant. Il sera possible également d'organiser des focus groups avec les enfants/adolescents en contact avec les éducateurs formés afin de comprendre si un changement de comportement a effectivement été remarqué chez l'éducateur. Cette évaluation sera organisée en début et fin de projet afin d'apprécier un éventuel changement. Par ailleurs, des focus groups avec les éducateurs formés peuvent être réalisé à mi-parcours et fin de projet afin renforcer les connaissances acquises lors des formations. Une fiche d'évaluation de qualité de la formation sera remise aux bénéficiaires pour avoir un feedback de leurs part. les bénéficiaires recevront aussi un brevet de formation outre qu'a une copie du Manuel Psychosocial de AVSI pour l'épanouissement de leur connaissance aussi âpres la formation.	2022								X	X			

Protection de l'Enfance: Activity 1.1.2: Formation à 100 chefs de ménages des FAT sur la protection de l'enfance, l'appui psychosociale et la prise en charge transitoire	2023																		
	2022																		X
En suivant les critères et les standards définis par les Lignes directrices pour la prise en charge transitoire des enfants en RDC du GTPE National, la proposition envisage d'identifier, sélectionner et valider 100 FAT qui seront formés et préparées au processus d'accueil des enfants EAFGA et ESFGA identifiées dans les zones d'intervention. L'activité engagera les membres de 100 ménages, en raison de 1 personnes par ménage. Les familles seront sélectionnées selon des critères spécifiques qui verront conçus avec la participation de membres des communautés, mais en suivant les standards définis par les Lignes directrices pour la prise en charge transitoire des enfants en RDC du GTPE National. Les familles sélectionnées seront bénéficiaires d'une formation visant le renforcement de leurs capacités d'accueil. Les thèmes abordés, identifiées par le GTPE seront : Notions de base de la protection de l'enfance ; Fonctionnement/processus du placement en FAT et responsabilités de la FAT de fournir des soins, attention et protection adéquates aux enfants ; Code de conduite (« à faire et à ne pas faire ») ; Comment communiquer avec les enfants (selon l'âge, le sexe, le degré de maturité de l'enfant) ; Notions du développement physique et émotionnel de l'enfant, les besoins de base et spécifiques des enfants (inclus pour les enfants en situation de handicap) ; Comment reconnaître les signes de détresse psychosociale de l'enfant et comment se comporter ; Gestion de comportement des enfants (inclus en relation aux vécus difficiles des enfants, tel que la séparation familiale), discipline positive et non violente ; Sureté des enfants (inclus des notions sur l'hygiène, la santé, les violences sexuelles et la nutrition). Tout le processus sera fait en stricte collaboration avec la DIVAS et les RECOPE.																			
Protection de l'Enfance: Activity 1.1.3: Organisation des réunions de suivi mensuels entre la partie prenante du consortium (AVSI - UPDECO)	2023																		
	2022																X		
AVSI organisera des réunions mensuelles dans son bureau avec le staff de UPDECO impliqué dans la réalisation des activités en protection de l'enfance en vu d'assurer une mise à jour constante et transparente axés sur la réalisation des objectifs prévus entre les parties prenante du consortium																			
Protection de l'Enfance: Activity 1.2.1: Identification, documentation, recherche et réunification familiale pour les ENA identifiés	2023	X	X	X	X	X	X												
	2022													X	X	X	X		
Le processus de placement sera fait par un accord signé entre AVSI, la DIVAS et le Chef de ménage de la FAT, avec la délivrance d'une ordonnance de placement délivrée par un juge pour enfant. Le processus prévoit avoir obtenue le consentement de l'enfant ; préparer les membres de FAT pour le placement ; suivi continue sur le processus de réinsertion afin d'évaluer et garantir le bien-être de l'enfant. Le suivi, fait par les opérateurs AVSI et AFDP bien que la DIVAS, permettra à fournir un soutien et des conseils à la fois à l'enfant et à la personne qui en prend soin sur la manière de développer et d'entretenir une relation saine et protectrice et d'intervenir en cas de problème ; b) Veiller à ce que l'enfant et la famille aient accès aux services et aux ressources de la communauté ; c) Informer l'enfant et la FAT des progrès réalisés dans la recherche de solutions de longue durée, en particulier la réunification familiale ; d) Surveiller et atténuer les risques de maltraitance, de négligence ou d'exploitation de l'enfant, en prenant en compte des changements dans l'état de l'enfant depuis le début de son placement (lignes guide GTPE).																			
Protection de l'Enfance: Activity 1.2.2: Transfert monétaire aux FAT pour prise en charge transitoire des Enfants non Accompagnés (ENA)	2023	X	X	X	X	X	X	X											
	2022																X	X	X
Afin de renforcer l'action de réinsertion familiale, sera prévu un transfert CASH a 60 familles plus vulnérables afin de répondre aux besoins de réinsertion familiale ou bien pour prévenir les risques. Les familles seront sélectionnées selon des critères spécifiques qui verront conçus avec la participation de membres des communautés, mais en suivant les standards définis par les Lignes directrices pour la prise en charge transitoire des enfants en RDC du GTPE National. Le montant pour chaque famille sera de 80 usd, distribue en deux tranches, selon une graduation model et dans la période plus appropriée pour les familles, i.e. rentrée scolaire, période de soudure. Afin de monitorer et évaluer l'utilisation du cash donnees, AVSI prévoit une PDM post distribution, bien qu'une enquête d'évaluation afin d'évaluer l'impact du cash sur la situation de protection des enfants.																			

Protection de l'Enfance: Activity 1.3.1: Mise en place d'1 EAE fixe et de 2 EAE mobiles dédiés aux enfants vulnérables, victimes de violences y de violence sexuelle pour activités récréatives	2023																			
	2022																X	X	X	
Les Espaces Amis d'Enfants (EAE) étant des cadres temporaires utilisés dans les situations d'urgence comme première réponse aux besoins de protection des enfants, serviront en plus comme un point de contact de travail avec les communautés locales affectées par le conflit armées pour le bienêtre des enfants déplacés, retournés et autochtones affectés par la crise afin de maintenir un contexte qui réponds aux besoins de protection physique, aux besoins psychosociaux et cognitifs des enfants affectés. Au total, 1 EAE semi-durables seront construits et 4 EAE mobiles seront mis en place. La construction des EAE semi-durables sera faite dans sol publique et à la fin du projet la structures sera remises officiellement aux autorités communautaires, notamment le DIVAS et les RECOPE pour la continuité des activités de protection. 4 espaces d'amis d'enfants seront installés de façon mobile, avec des structures légères en tentes, et équipés avec un kit récréatif complet afin de réaliser les activités récréatives et psychosociales																				
Protection de l'Enfance: Activity 1.3.2: Mise en place d'activite d'appui psychosocial et activités éducatives pour 3828 enfants à besoins spécifiques, y compris enfants victimes de violence et enfants avec lacunes scolaires	2022																	X	X	
	2023	X	X	X	X	X	X													
Dans les EAE mis en place, l'équipe du projet mettra en place des activités récréatives et éducatives pour les enfants et jeunes vivant dans la communauté, déplaces et hôtes. Les activités auront un triple objectif de : - Donner une réponse aux besoins de récréation et de détente des enfants vivant dans des zones affectes par la crisis ; - Identifier les cas de protection les plus graves (ENA, enfants victimes de violence, y compris de violence sexuelle) qui mérite une prise en charge psychosocial bien que le référencement aux structures spécifiques (hôpitaux, centre de santé, services juridiques) et vers les familles d'accueil ou familles d'origine ; - Appuyer la réussite scolaire des enfants par un support ponctuel par des activités de lecture, compréhension et appui aux devoirs. Au cours de la mobilisation communautaire pour inviter les enfants à participer aux activités, la participation des enfants a besoins spéciaux sera encouragée. L'activité de référencement prévoit l'engagement et l'implication des autorités locales et étatiques telles que le Ministère des Mines, Ministère de Affaires Sociales et de leurs divisions techniques (ex. DIVAS et DIVIGENRE), les acteurs judiciaires et les Centres de Santé en vue de rassurer la prise en charge des cas identifiés. Le cas seront aussi identifiés par les RECOPE qui seront créés et redynamises au cours du projet, par les référents des points d'écoute créés au sein des EAE.																				
Protection de l'Enfance: Activity 1.3.3: Référencement de 150 cas de VBG aux structures de prise en charge médicale et de prise en charge juridique	2022																	X	X	X
	2023	X	X	X	X	X	X	X												
Toujours dans un processus de monitoring continue au cours de la mise en œuvre du projet, les cas de protection majeures seront référés aux services offerts par le projet, en montrant d'avantage la multisectorialité du projet, bien qu'aux structures/services externes quand le consortium ne pourra pas prendre en charge les cas. Le référencement externe des cas de VBG concernera : - Accompagnement aux structures de prise en charge médicale - Accompagnement aux institutions de prise en charge juridique																				

[illegible]

Protection: Activity 1.1.1: Identification et Formation des 30 APS communautaires responsable d'appuyer l'identification et la facilitation des cas de protection

2023

2022

AVSI proposer un module de formation aux APS (Agents d'appui Psychosocial) de 9 jours dans la Zone de Santé de Rwanguba pour la prévention, l'identification et le référencement des cas de protection, y compris les cas de de VBG. Les thèmes de formation et seront les suivants :

- Concept de Genre et implication du respect du genre dans la société ;
- Concept de Violence et conséquences ;
- Concept de Protection
- Définition de vulnérabilité
- Concept de VBG, processus de prise en charge multisectoriel, circuit de référencement en générale et sur la base de la cartographie des structures existantes dans les zones ciblées.
- Première prise en charge Psychosociale
- Structures de référencement
- Suivi des cas

Les participants seront sélectionnés sur la base de certains critères qui seront validés par la communauté (leaders communautaires). Parmi les différents critères on proposera :

- Être un membre actif en cas de leader ou membre d'une structure communautaire ;
- N'avoir pas reçue déjà une formation sur les thèmes de IDTR ou similaire ;
- Résider prêts des lieux de formation.

Chaque participant sera fourni de matériels de formation, repas et frais de transport, et recevront un Certificat de participation. L'amélioration de la connaissance des participants sur les thèmes de formation sera évaluée par de pré et post test d'évaluation.

Protection: Activity 1.1.2: Identification de 800 cas vulnérables et Référencement aux services spécialisés

2023

2022

A travers cette Activité on vise l'identification et un premier accompagnement psychosocial aux personnes les plus vulnérables identifiés dans la zone de santé d'intervention, qui aboutit ensuite au référencement dans les cas nécessitant une prise en charge au-delà de celle prévue dans le cadre du projet.

Protection: Activity 1.1.3: Offre d'assistance psychosociale à 400 victimes à travers des activités en groupe et individuelle dans les 3 espaces communautaire loués et réaménagés

2023

2022

Les personnes affectés par différents types de vulnérabilités, y compris les cas de vulnérabilité (ENA, enfants victimes de violence, y compris de violence sexuelle, enfants travailleurs...) seront bénéficiaires des activités d'appui psychosociale menées dans les 3 centres de protection communautaires pour lesquels a été budgétisé une somme de 3.320,00USD pour les redynamiser, afin d'améliorer le bien-être des enfants.

Le parcours à suivre sera identifié par le psychologue, et l'appui du staff social, afin de l'adapter aux besoins spécifiques. Les activités incluront :

- Des activités en petite groupes (causeries, focus groupe, activités d'expression orales) ;
 - Séances individuelle avec le psychologue ;
- Eventuels cas de ENA seront référés aux activités de réinsertion familiale prévues dans la présente proposition

Protection: Activity 1.2.1: Identification et Formations aux 25 Structures de Protection, aux leaders et aux autorités communautaires sur les principes clés de la protection des personnes affectées par les déplacements et sur les principes humanitaires

2023

2022

Un total de 250 personnes bénéficieront de 3 jours de formation sur :

- Jour 1 : principes clés de la protection
- Jour 2 : principes humanitaires
- Jour 3 : application des principes avec travaux de groupe basés sur les cas de protection présentés

Chaque participant sera fourni de matériels de formation, repas et frais de transport, et recevront un Certificat de participation.

Protection: Activity 1.2.2: Identification et Formations aux 25 Structures de Protection, aux leaders et aux autorités communautaires sur l'identification des cas de protection (inclut les cas de VBG), première réponse et circuit de référencement	2023																		
	2022																X	X	
Il est proposé un module complet de 9 jours pour 250 personnes entre les membres des 25 structures communautaire, les autorités communautaires et les leaders sur : - Jour 1 : processus IDTR – Identification et documentation - Jour 2 : processus IDTR – tracement et réinsertion - Jour 3 : la prise en charge psychosocial et judiciaire des cas de VBG - Jour 4 : le référencement des cas de VBG aux structures sanitaires - Jour 5 : la gestion des cas – principes et outils standard - Jours 6, 7, 8, 9 : exercices de groupe sur les théories apprises En total de 52 leaders communautaires et membres des structures de protection communautaire seront formées, en groupes de 20 personnes maximum, en respectant les mesures de prévention COVID. Chaque participant sera fourni de matériels de formation, repas et frais de transport, et recevront un Certificat de participation. L'amélioration de la connaissance des participants sur les thèmes de formation sera évaluée par de pré et post test d'évaluation.																			
Protection: Activity 1.2.3: Coaching de 25 structures communautaires de protection formées dans le mise en œuvre d'activités communautaire de protection des populations adultes et de troisième âge Des séances de Coaching seront organisées pour les Structures de Protection à base Communautaire en vue de les supporter d'avantage dans leur travail de gestion de cas quotidien et s'assure un suivi corrects des principes expliqués lors des formations. Les séances de travail seront 2 par mois pour 25 SCP pendant 10 mois.	2023	X	X	X	X	X	X	X											
	2022																X	X	
Protection: Activity 1.2.4: Appui cash à 25 structures communautaires de protection pour le fonctionnement et la mise en place d'activité de protection Toujours en vue de donner suite aux théories apprises lors des formations et concrétiser aussi l'appui prévu par les séances de coaching, chaque SCP bénéficiera d'un Transfer 800 USD, payé en deux tranches de 400 usd. AVSI privilégiera le transfert en espèce, plus conforme aux tendances humanitaires actuelles et avec la croyance d'un plus grand succès de cette approche - dont l'AVSI est experte - par rapport à l'appui en matériel. Par contre, une initielle évaluation des capacités de gestion financière des SCP aura lieu. Selon cette-ci, AVSI choisira la modalité de CASH o remises directe des bien, ou mixte. Lors de l'appui cash (qui sera privilégié et donc plus répandu) vise l'objectif de donner de moyens concrets aux SCP d'investir dans ceux qu'ils evaluent etre leurs besoins et les rendre davantage capables de repondre au besoin de protection de leur communauté meme.	2023	X	X	X															
	2022																		X
Protection: Activity 1.2.5: Mise en place d'un systeme PSEA au pret des 25 Structure de Protection Ciblees. Un systeme de PSEA sera mise en place au pret des structures communautaire de protection ciblees par la realisation des suivantes interventions: formation des membres sur PSEA concernant le système de prise en charge et referencement des cas de violations et abus ; sensibilisation au pret des communautés ou les structures operent en vue de créer une conscience commune sur les cas de PSEA et les aider aussi à les rapporter ; visibilite sur le systeme de rapportage PSEA prevue dans la coordination humanitaire (reseaux PSEAH) et par la politique AVSI	2023	X	X	X	X	X	X	X											
	2022															X	X	X	
Protection: Activity 2.1.1: Formation de Points Focaux pour l'assistance Juridique à base communautaires 30 personnes sélectionnées dans les 25 SCP ciblées bénéficieront d'une formation de 6 jours sur la gestion de cas judiciaires, axée sur la conscientisation des communautés pour qu'elles soient en mesure de prendre contacts avec les PF, l'écoute des bénéficiaires et le référencement ponctuels aux structures de prise en charge (barreaux, cabinets d'avocats,). Les participants selon sélectionnés sur la base de certains critères qui verront validés par la communauté (leaders communautaires). Parmi les différents critères on proposera : - Être actif dans son propre rôle ; - N'avoir pas reçue déjà une formation sur les thèmes présentés ; - Résider prêts des lieux de formation. Chaque participant sera fourni de matériels de formation, repas et frais de transport, et recevront un Certificat de participation. L'amélioration de la connaissance des participants sur les thèmes de formation sera évaluée par de pré et post test d'évaluation	2023																		
	2022																		X

Protection: Activity 2.1.2: Counseling juridique pour 400 victimes de violences (dont 150 victimes de VBG) avec les Barreaux-CBG 400 victimes de violences bénéficieront de séances de counseling par les barreaux d'avocats qui accompagneront leurs dossiers en justice, grâce à l'appui économique de 50USD par dossier prévu pour le service de Consultation Juridique (cabinet d'avocats) contractualisé pour l'accompagnement des dossiers des victimes de violences (et pour la livraison des actes de naissance). Leur rôle sera celui de montrer des victimes les différentes options que la loi congolaise prend en compte pour poursuivre en justice les auteurs de ces violences, par des séances de consultation et par l'accompagnement dans la première phase de dénonciation.	2022													X	X	X
	2023	X	X	X	X	X	X									
Protection: Activity 2.1.3: Campagnes de sensibilisation sur l'enregistrement de naissances y compris le jugement supplétif de naissance avec l'appui des media et des Acteurs Sociaux pour 30000 personnes Pour atteindre l'objectif de livrer 1000 actes de naissances dans la Zone de Santé de Rwanguba, des campagnes de sensibilisation visant à atteindre 5.000 personnes (300 personnes chaque séance pour 10 campagnes de 10 séances chacune) sur l'enregistrement de naissances (par théâtre participatif, émissions radios et séances communautaires) ont été prévues. De cette manière la communauté sera sensibilisée sur l'importance d'avoir des actes de naissances et de s'engager pour les obtenir. Ensuite, pour concrétiser l'appui à l'enregistrement des naissances, 33USD seront donné à 1000 bénéficiaires, chiffre qui couvre les frais légaux pour entamer le processus (10\$ frais de consignation, 5\$ frais d'enrôlement, 18\$ frais de justice), qui sera appuyé d'avantage grâce au support du cabinet d'avocat contracté. Les sensibilisations toucheront	2022													X	X	
	2023	X	X	X	X	X	X	X								
Protection: Activity 2.1.4: Appui en Matériel aux Bureaux de l'état civil pour le renforcement du service (mat. Classement des fichiers, PC, Motos, selon les besoins) Il est prévu un appui en matériel aux 2 Bureaux de l'état civil de Rwanguba pour l'achat de matériel durable de bureau ou logistique pour les 2 Bureaux de l'Etat Civil dans le but d'améliorer et faciliter le travail quotidien notamment pour ce qui concerne l'enregistrement des naissances. Les besoins ressortis à travers les Focus Group avec les staffs clé des Bureaux de l'état civil seront validés par les Officiers Protection d'AVSI, en vue de donner un appui efficace aux bureaux tout en garantissant la durabilité de l'Appui Matériel fourni.	2022															X
	2023	X	X													

OTHER INFO

Accountability to Affected Populations

Le Consortium AVSI-UPDECO implémentera les activités du projet en respectant les 4 piliers de l'Accountability to Affected Populations (AAP), les principes PSEA selon le Framework IASC et la Politique de Child Protection.

La communauté et les bénéficiaires joueront un rôle clé dans la prise de décision, pour que les services délivrés répondent aux exigences et aux réels besoins.

La conception de la proposition a été faite sur la base de plusieurs rapports et évaluations menés par la communauté humanitaire (OCHA, HCR, Intersos) dans la zone de santé de Rwanguba pendant la période d'écriture, ainsi que le projet reflète les réels besoins de la population. Dans la phase de mise en œuvre :

PE : la DIVAS et les représentants des Organisations de base travaillant dans la PE et les leaders communautaires seront impliqués dans la définition des zones de placements des EAE, dans la sélection des FAT à appuyer pour la prise en charge temporaire.

Pour que la communauté locale et les autorités connaissent bien toutes les étapes de l'action, au lancement du projet le staff de Fondation AVSI organisera dans les espaces communautaires des réunions pour présenter la stratégie et les objectifs du projet. Des rapports mensuels seront partagés aux autorités locales et à la fin du projet, une présentation des résultats atteints sera faite pour les communautés cibles.

Le projet prévoit la mise en place d'un mécanisme de redevabilité diversifiés : formation et sensibilisation communautaires sur les principes humanitaires, PSEAH, CPSG, Focus groups mensuels avec bénéficiaires ; mise en place des comités communautaire de redevabilité, système de collecte et traitement des plaintes avec plusieurs canaux de communication à ce que les habilités d'écriture ne soient pas une limite du partage; placement des boîtes à suggestion ; activation d'une ligne verte et d'une adresse électronique dédiée. Ainsi, les bénéficiaires pourront choisir la façon qui leur convient le plus pour présenter une plainte. La réponse aux plaintes est organisée par un mécanisme de collecte (sur une base de données), classification et réponses sur la base de la catégorie de la plainte ; enquêtes et prise de mesures proportionnelles en cas de violation des principes. En cas de signalisation, le traitement des plaintes de la partie des équipes du consortium sera fait en 15 jours et pour les plaintes les plus urgentes en 7 jours de la réception de la plainte.

Le département MEAL en charge aussi de la redevabilité effectuera constamment un suivi des activités pour garantir la qualité de la performance, découvrir comment l'aide fournie et tout problème pour y remédier à temps.

Fondation AVSI agira suivant le principe de « ne pas nuire » la prévention envers les abus sexuels, en évitant (i) l'exacerbation des disparités et toute forme de discrimination entre la communauté hôtes et les déplacés, (ii) de causer ou d'aggraver des tensions ou des conflits au sein de la communauté hôtes et des déplacés, (iii) en tenant compte des besoins particuliers des groupes les plus vulnérables, en mettant un accent particulier sur l'aspect du genre.

Le code de conduite suivi par le Consortium AVSI-UPDECO reflète leur engagement à respecter les règles et principes éthiques essentiels dans toutes les activités menées et met l'accent sur la qualité du comportement des équipes. Le personnel signera les documents de référence tels que le Code de Conduite Interne, le PSEA et le document de AVSI Children Safeguarding Policy.

Implementation Plan

Coordination with other Organizations in project area

Name of the organization	Areas/activities of collaboration and rationale
--------------------------	---

Environment Marker Of The Project**Gender Marker Of The Project**

4- Likely to contribute to gender equality, including across age groups

Justify Chosen Gender Marker Code**Protection Mainstreaming**

La transversalité de la protection sera assurée dans toutes les étapes de la mise en place du projet à travers un échange et une collaboration continue avec les communautés d'intervention et les informateurs clés (autorités locales, structures communautaires). Vu que la protection vise l'intérêt vital des bénéficiaires, une bonne gestion des données personnelles favorise la confiance et l'acceptance des équipes de mise en œuvre. Les victimes de violence sont encouragées à dénoncer des cas par le fait que les personnes verront que les informations qu'elles donnent ne sont pas vulgarisées au sein de leurs communautés et ne leurs exposent pas. Afin de respecter la confidentialité, les données personnelles sont stockées pour l'accès uniquement au personnel autorisé et sont transmises uniquement à travers de moyens de communication protégés. Lors de l'identification des actions à mettre en œuvre, le consortium discutera avec les bénéficiaires de l'intervention, des défis, succès et problématiques liés aux actions, en leur donnant la possibilité de jouer un rôle actif afin de renforcer la capacité de décision, d'auto-prise en charge et de résilience et éviter les conflits intercommunautaires dus à un mauvais processus de sélection des bénéficiaires.

Vu le contexte, une attention particulière sera portée sur la sensibilité aux conflits, en se focalisant sur la fragilité des dynamiques sociales concernant la zone d'intervention, toujours en suivant le principe de « ne pas nuire ». L'identité des victimes identifiées pour la prise en charge sera confidentielle, cela pour préserver leur dignité et la protection des victimes en particulier et des bénéficiaires. La sélection des bénéficiaires sera faite par des critères objectifs définis avec les communautés et rendus publics aux membres des communautés ciblées. Les formations aux FATs, aux SCP et aux points focaux seront menées dans des espaces sécurisés et en respectant les mesures de prévention à la Covid 19. Les EAE seront construits dans des endroits sûrs, pour permettre à tous les enfants de les atteindre sans risques liés à la sécurité. Les participants aux campagnes de sensibilisation sur l'enregistrement de naissance seront libres de décider d'y participer ou non, ou de cesser d'y participer s'ils se considèrent en danger. Au cours des activités de formation et de sensibilisation, les équipes expliqueront aux bénéficiaires et aux parties prenantes les principes de l'aide humanitaire qui assurent le respect du principe de « ne pas nuire ».

Dans les centres communautaires, le staff du projet sensibilisera les enseignants pour la mise en place d'un code de bonne conduite pour rendre les espaces plus sûrs, protecteurs et inclusifs. Lors de la mise en œuvre des activités du projet, une attention particulière sera accordée aux catégories de personnes les plus à risque, notamment les enfants, les femmes et les personnes en situation de handicap. Dans ce projet, le consortium, conformément aux SDG, appliquera une politique de "leaving no one behind", par l'inclusion des enfants, des femmes, des personnes en situation de handicap, sans distinction de sexes, âges, religion, appartenance ethnique.

La dimension de genre sera considérée dans la phase de sélection du staff ; identification des bénéficiaires ; rapportage des données qui seront toujours ventilées par âge et sexe ; évaluation par focus groups avec les groupes les plus représentatives, incluant les femmes et les filles. Dans le secteur de la protection générale et protection de l'enfant, le projet cible comme groupes spécifiques les filles et les femmes dans la gestion des cas, prise en charge PSS et référencement.

Afin de contribuer à la lutte contre le changement climatique, AVSI respectera la Politique Environnementale de l'organisation qui vise à : utiliser le matériel de recyclage dans les bureaux ; limiter l'utilisation de la plastique ; inclusion du thème de protection de l'environnement dans les activités récréatives et sensibilisation.

Country Specific Information**Safety and Security****Access**

Le consortium AVSI-UPDECO a déjà une connaissance sécuritaire/logistique de la zone grâce à sa présence dans le territoire de Rutshuru, notamment dans la zone ciblée. L'accès physique : Il sera facilité par une présence permanente du staff affecté au projet, avec la mise en place de l'antenne du consortium à Rwanguba, ainsi par celles déjà existante de UPDECO à Rutshuru. L'antenne facilitera l'accès physique des axes d'intervention et permettra de réduire les risques sécuritaires liés au déplacement des équipes et au mauvais état des routes. Les axes ciblés sont accessibles par la route, bien que cette route soit dans un état de délabrement avancée dans certains tronçons. Toutefois, des évaluations faites montrent qu'un passage par la route est presque tout le temps possible. En outre, l'utilisation des différents moyens de transport (moto et voiture) aideront aussi à réduire les risques d'inaccessibilité des zones. Les partenaires mutualiseront leurs ressources et partageront leurs informations, permettant si nécessaire la mise en place de convois pour l'accès vers la zone ciblée et en dédiant des staffs chargés de monitorer l'accessibilité des zones d'intervention. Des missions d'évaluation sécuritaire et de négociation d'accès humanitaire seront régulièrement menées. Les partenaires partageront régulièrement toute information pertinente avec les différents le bureau d'OCHA ainsi que les différents Clusters.

La zone de sante de Rwanguba est accessible par quatre axes à partir du chef-lieu du territoire. La partie méridionale est facilement accessible par la RN2 (Route Nationale) en passant par Rubare-Kako-Ntamugenga, Rutsiro-Tinda, routes de déserte agricole. Pendant la période pluvieuse, l'axe est praticable en véhicule jusqu'à Ntamugenga ; le reste du parcours s'effectue sans beaucoup de difficultés avec une moto de terrain ou une jeep 4X4. Rubare et Rutshuru restent les plus grands centres d'approvisionnement ou de positionnement sur cet axe. La partie centrale est desservie par deux routes, celle qui va jusqu'à Bunagana passant par Burayi-Rwanguba-Jomba-Bugusa-Jomba-kabonero-Bunagana et celle qui mène vers Karambi passant par Kiringa-Mutabo-Karambi. Les deux routes ne présentent aucune difficulté même pendant la période des pluies. Les localités stratégiques dans cette partie centrale sont celle de Karambi (où il y a une paroisse), et Bunagana sur la RN 28, route reliant l'Uganda et la RDC. La partie septentrionale qui couvre la partie Yarukwangara-Shinda est desservie par la route Kiwanja-Kinyandonyi-Nyarukwangara -Kinyandonyi – Nkwenda.

Accès Sécuritaire : Pour renforcer la sécurité du staff affecté dans la zone, le consortium mettra à la disposition des moyens logistiques et de communication appropriée, notamment des véhicules équipés d'une radio HF et VHF. Chaque équipe terrain sera dotée d'un téléphone cellulaire et d'une radio VHF appuyée par un relai qui sera installé dans les bases principales. Ceci permettra de maintenir une communication permanente entre les équipes terrains et l'antenne et le bureau de coordination à Goma. La neutralité, la détermination dans le travail avec une participation effective des communautés locales, la connaissance et la présence de la zone et la transparence dans les interventions seront en outre la méthodologie adoptée par le consortium pour assurer la sûreté dans les zones d'intervention sur le long terme.

Les besoins en fourniture de matériel pourront être comblés dans la ville de Rutshuru ou Rubare. Les matériaux disponibles sur le territoire seront privilégiés.

Le réseau GSM couvre pratiquement toute la zone de sante et les services connexes sont disponibles dans les grandes agglomérations.

BUDGET

Code	Budget Line Description	D / S	Quantity	Unit cost	Duration Recurran ce	% charged to CHF	Total Cost
1. Staff and Other Personnel Costs							
1.1	Chef de projet NAT(100%)	D	1	2,500.00	12	100.00	30,000.00
	<i>Le chef de projet (NAT) il/elle est le responsable financière et programmatique pour l'implémentation du projet et la gestion de l'équipe sur terrain, pour tout le consortium. Cout comprehensif de taxes et benefits (assurance medicale et autres). 100% sur le projet pour 12 mois. Salaire de Base : USD 1,346.42 Logement : 410.10, Allocations familiales : USD 25.64, Transport : USD 74.80, CNSS AVSI : 177.71, INPP : 27.34, ONEM : 2.73, Contr Rh : 54.68 USD, Soins Medicaux : uSD 60, IPR : USD 320.58</i>						
1.2	Coordinateur Protection	D	1	1,400.00	11	100.00	15,400.00
	<i>1 Coordinateur pour le suivi e la coordination des activités en Protection. SD 923.18 Logement : 169.5, "Le Coordo Terrain est responsable de l'implémentation des activités sur terrain sous les ordres du Chef de projet. Il est responsable de la coordination des équipes sur terrain, des planifications, du rapportage et Responsable de faire les liens avec les communautés. Charge au 100% pour le 11 mois. Sal de Base : USD 923.18 Logement : 169.5, Transport : 74.80, CNSS AVSI : 73.45, INPP : 11.3, Contr Rh. 23.73, Soins medicaux : 32.22 USD, IPR USD 91.82</i>						
1.3	Officiers Protection Generale	D	3	850.00	11	100.00	28,050.00
	<i>"Les Officiers protection (3) travaillent en étroite collaboration avec les Structures Communautaires de Protection, leaders et autorités communautaires et communautés des zones ciblées pour l'exécution de chaque activité. Ils/elles seront chargés au 100% pour 11 mois sur le projet. :Sal base : 443.35 USD, Logement : 150.3 USD, Allocations fam 29.4, Transport 20, CNSS AVSI 65.13, INPP 10.02, ONEM 1, Contr Rh 20.04, Soins Medicaux : 53.11 USD, IPR : USD 57.65</i>						
1.4	Psychologue suivi des cas de Protection	D	1	900.00	11	100.00	9,900.00
	<i>1 Psychologue chargés de suivre les cas de protection plus critiques, y compris ceux de VBG, et assurer une prise en charge psychosocial de qualité dans les interventions en Protection incluant le Soutient Psychosocial. Sal base : 493.35 USD, Logement : 150.3 USD, Allocations fam 29.4, Transport 20, CNSS AVSI 65.13, INPP 10.02, ONEM 1, Contr Rh 20.04, Soins Medicaux : 53.11 USD, IPR : USD 57.65. chargé à 11 mois sur le projet</i>						
1.5	Un chargé de protection transversale et Do No Harm	D	1	850.00	11	100.00	9,350.00
	<i>L'officier de protection transversale et Do no Harm sera en charge de veiller à ce que la protection des bénéficiaires soit au centre de l'intervention. Sal base : 443.35 USD, Logement : 150.3 USD, Allocations fam 29.4, Transport 20, CNSS AVSI 65.13, INPP 10.02, ONEM 1, Contr Rh 20.04, Soins Medicaux : 53.11 USD, IPR : USD 57.65. chargé à 11 mois sur le projet</i>						
1.6	Juriste consultant	D	1	650.00	11	100.00	7,150.00

	Un Juriste sera charge 100% sur le projet pour 11 mois afin d'assurer un accompagnement juridique des cas de protection les plus critiques nécessitant d'un accompagnement Juridique, y compris ceux liés aux violations de droits humains, suivre les campagnes d'enregistrement juridique . Sal Bases : 295.51, Logement : USD 140.4, Transport : 48.4, CNSS AVSI : 60.84, INPP : 9.36, ONEM : 0.94, Contr Rh : 18.72 USD, Soins medicaux 35 USD, IPR : USD 40.83					
1.7	Monitoring and Evaluation Officer NAT(100%)	D	1	1,000.00	11	11,000.00
	Un Officier (1) en charge des activites de Suivi et Evaluation du Projet. Il/elle s'occupera directement des evaluations de base et evaluations d'impact du programme en collaboration avec les Officier sectoriels. 100% sur le projet durant. 11 Mois Sal de base : 595.79 USD, Logement : 150.3 USD, Allocations fam 29.4, Transport 20, CNSS AVSI 65.13, INPP 10.02, ONEM 1, Contr Rh 20.04, Soins Medicaux : 53.11 USD, IPR : USD 55.21					
1.8	Administrateur/Comptable Base Goma	S	1	1,500.00	11	3,300.00
	"1 staff de support en charge de la comptabilité et de l'Administration des bureaux sera d'appui pour la bonne mise en œuvre et gestion du programme. 20% sur le projet 11 mois sur le projet. Base : USD 1,023.18 Logement : 169.5, Transport : 74.80, CNSS AVSI : 73.45, INPP : 11.3, Contr Rh. 23.73, Soins medicaux : 32.22 USD, IPR USD 91.82 "					
1.9	Caissier Base (GOMA)	S	1	600.00	11	1,320.00
	"1 Caisse et d'assurer la gestion des Flux Financiers et servir les fonds pour realiser les activités du projet dans le livre de Caisse ainsi que sur le Logiciel comptable. Sal Bases : 295.51, Logement : USD 140.4, Transport : 48.4, CNSS AVSI : 10.84, INPP : 9.36, ONEM : 0.94, Contr Rh : 18.72 USD, Soins medicaux 35 USD, IPR : USD 40.83, chargé à 11 mois sur le projet "					
1.10	Chauffeur NAT(100%)	S	1	750.00	11	8,250.00
	1 chauffeur affecté à Rwanguba sera employé à plein temps et sera sur Terrain. Il s'occupera de conduire le staff AVSI. 100% sur le projet pour 11 Mois. Sal Base 383.95, Logement : USD 140.4, Transport : 48.4, CNSS AVSI : 60.84, INPP : 9.36, ONEM : 0.94, Contr Rh : 18.72 USD, Soins medicaux 35 USD, IPR : USD 52.39					
1.11	Assistant Logisticien Terrain	S	1	850.00	11	9,350.00
	"1 Assistant logisticien terrain, affecté à Rwanguba assurera la coordination avec le département de la logistique centrale et s'occupera des achats, transport matériels et maintenance voitures.Sal base : 443.35 USD, Logement : 150.3 USD, Allocations fam 29.4, Transport 20, CNSS AVSI 65.13, INPP 10.02, ONEM 1, Contr Rh 20.04, Soins Medicaux : 53.11 USD, IPR : USD 57.65, chargé à 11 mois sur le projet"					
1.12	Chargé des RH	S	1	3,050.00	11	6,710.00
	"Un staff de la Coordination Nationale en charge de la gestion des RH sera base' au bureau central et voyagera fréquemment à Rwanguba en appui aux bureaux provinciales (recrutement, payroll, formations professionnelles). 20% sur le projet. Sal de base : USD 1669.74, CNSS : 90.55, IPR : USD 304.34, Logement : 543.3, Allocation fam : 42, Transport : USD 74.8, CNSS AVSI : 235.43, INPP : 36.22, ONEM : 3.62, Soins medicaux : 50 USD, 11 mois sur le projet "					
1.13	Chargé des Operations	S	1	2,550.00	11	5,610.00
	"1 Chargé de suivi des activités de la logistique, de passation des marchés, d'approbation des rapports financiers, d'expédition des rapports et de répondre aux questions de partenaires financiers et/ou bailleurs. 20% sur le projet. Sal Brut 1968.5 USD, Logemet : 489.9 USD, All Familiales : 16.80 USD, Transport : 74.80 USD, sur 11 mois du projet."					
1.14	Responsable Financier	S	1	1,600.00	11	3,520.00
	"1 Chargé de flux fiduciaire du projet, d'analyse budgétaire et d'analyse des rapports financiers. 20% sur le projet. Sal Brut 1018.5 USD, Logemet : 489.9 USD, All Familiales : 16.80 USD, Transport : 74.80 USD, affecte' sur 11 mois sur le projet. "					
1.15	Coordinateur Suivi et Evaluation Expat & Communication	S	1	4,100.00	11	4,510.00
	"Le Coordo de Suivi et Evaluation assurera la traitement, l'analyse et l'interprétation de toutes les données reçues du terrain afin de dégager une analys correcte des impacts réels du projet et faire des projections dans le Futur. Il sera charge 10% sur le projet. Net USD 3293.21, Contr retraite USD : 431.02, INAIL : USD 375.77, sur 11 mois du projet. "					

1.16	Chef de Mission Expat	S	1	6,000.00	11	10.00	6,600.00
	<i>"1. Chef de Mission pour la Représentation de AVSI dans les différentes réunions, la validation des rapports Financiers et Narratifs. Il sera charge 10 % sur le Budget. . Net : 4401.98USD, INAL : 831.02, INPS : USD 767</i> <i>"</i>						
1.17	Menageres - Rwanguba	S	1	331.90	11	100.00	3,650.90
	<i>"Une Ménagère sera chargée d'assurer la Propreté du lieu de travail. Elle sera chargée 100% sur le projet. Ells seront chargés 100% sur le projet pour 11 mois. Sal Brut : 189, Logement : 56.7 USD, Allocation Familiales : 37.80 USD, Transport : USD 48.4</i> <i>"</i>						
1.18	Security Manager	S	1	1,800.00	11	20.00	3,960.00
	<i>"1 Secu Manager sera utile pour assurer la gestion des equipes sur terrain et proceder aux analyses secu et fournir les alertes secu car la securiite dans la zone est volatile. Il sera chargé en raison 20% sur toute la periode du projet. al brut : USD 1,353.2, Logement : USD 330, Transport : 74.80, All familiale : 42 USD, sur 11 mois du projet."</i>						
1.19	IT Officer	S	1	950.00	11	20.00	2,090.00
	<i>1 Officier IT sera utile pour le soutien informatique dans le bureau de Coordination et les bases de terrain. 20% sur le projet. al base : 543.35 USD, Logement : 150.3 USD, Allocations fam 29.4, Transport 20, CNSS AVSI 65.13, INPP 10.02, ONEM 1, Contr Rh 20.04, Soins Medicaux : 53.11 USD, IPR : USD 57.65, sur 11 mois du projet.</i>						
	Section Total						169,720.90
2. Supplies, Commodities, Materials							
2.1	Ateliers de lancement et presentation du projet aux parties prenantes	D	50	12.00	1	100.00	600.00
	<i>1 Atelier pour la ZdS de Rwanguba sera lancé pour presenter a' la communnautes les actions amenee par la projet. 50 participants au total (entre staff clé du projte, autorotés locales et parties prenantes de la société civile), 12 usd pour: frais de transport (3usd), location salle (5 usd), refreshissement (2 usd), materiel consommable (2 USD)</i>						
2.2	Frais pour Reunion de Coordination du Consortium renforcement Capacite UPDECO	D	25	12.00	6	100.00	1,800.00
	<i>6 Jjours d' Atelier de Formation pour le staff de projet: 1 Atelier de 3 jours sur presentation du projet, methodes, outils, methode de coordination avec le consortium.1 Atelier de 1 jours au demarrage du projet; 1 jours pour atelier a mi-parcours ; 1 Atelier d'evaluation final de 1 jours a fin projet. Tot 6 jour. 25 personnes (staff UPDECO et AVSI), 12 usd pour frais de transport (3usd), location salle (5 usd), refreshissement (3 usd), materiels consommable (1 usd)</i>						
2.3	PROTECTION: Frais pour Formation des APS communnautaires responsable d'appuyer l'identification et la facilitation des cas de protection	D	30	11.00	9	100.00	2,970.00
	<i>30 personnes (Points focaux d'alertes précoces communautaire) formées pendant 9 jours dans la Zone de Santé de Rwanguba pour la prevention, l'identification et le référencement des cas de protection, y compris les cas de de VBG: 7 USD pour repas, frais transport (3 usd), 1 USD materiel de formation et contribution location salle, 11 USD par personne</i>						
2.4	PROTECTION: Location et Traveaux de reamenagement des centres de protection communnautaires	D	3	2,520.00	1	100.00	7,560.00
	<i>"3 Espace al louer, amanager et equipper. Couuts par esapce: Location: 150 USD*10 mois = 1.500 USD Reamenagement: 500 USD. 200 USD toiture; 200 crepissage murs; 100 usd peinture Equippement: Chaises: (12 usd *25=300 USD)+ Tables (40 Usd * 3= 120 USD)+ Etageres (25 USD * 4 = 100 USD) = Tot 520 USD"</i>						
2.5	PROTECTION: Materiel consommable et Reproduction des outils pour l'identification et le Referencement aux services specialises	D	3	50.00	11	100.00	1,650.00
	<i>50 USD par mois, pour 11 mois, pourla livraison d'outils de gestion de cas aux Centres de protection communautaire. 1 CF Bristol/ Papier photocopieuse * 10 USD= 10 USD 1 CF Aincre * 40 USD = 40 USD</i>						
2.6	PROTECTION: Materiel consommable pour mise en place des Activites d'assistance psychosociale en groupe et individuelles dans les espaces de protection communautaire et dans les communnautes	D	3	50.00	11	100.00	1,650.00

	"Materiel Consommable pour activites recreatives et d'appui psychosocial dans les 3 espace de protection communautaire ciblés pour les réhabilitations. 50 USD pour 11 mois, pour les structures ciblées.achat bristol, papier duplicateur, ciseaux, crayons, coulers, autres"						
2.7	PROTECTION: Frais de Formation aux membres des Structures de Protection, aux leaders et aux autorités communautaires sur les principes clés de la protection des personnes affectées par les déplacements et sur principes humanitaires	D	250	10.00	3	100.00	7,500.00
	Restauration, remboursement des transports, location salle, achat fourniture (marqueur, Flips chart, ruban adhésif), 250 personnes à raison de 10 membres de 25 structures à base communautaire de la zone de santé de Rwanguba. Frais de restauration des participants (5\$), Frais de remboursement de transport (3\$) ; Materiel de formation 2 usd; durée de 3 jours						
2.8	PROTECTION: Frais de Formations aux Structures de Protection, aux leaders et aux autorités communautaire sur l'identification des cas de protection (inclut les cas de VBG), première réponses et circuit de référencement	D	250	10.00	9	100.00	22,500.00
	Restauration, remboursement des transports, location salle, achat fourniture (marqueur, Flips chart, ruban adhésif), 250 personnes à raison de 10 membre de 25 structures à base communautaire de la zone de santé de Rwanguba. Frais de restauration des participants (5\$), Frais de remboursement de transport (3\$) ; Materiel de formation 2 usd; durée de 9 jours						
2.9	PROTECTION: DSA pour visite de Coaching des structures communautaires de protection, les leaders et les autorités communautaires formes dans le mise en oeuvre d'activités communautaire de protection des populations adultes et de troisième âge	D	25	16.00	20	100.00	8,000.00
	DSA officier pour visites e seances de Coaching aux organisation. 25 Organisations receveront 20 (2 par mois pour 10 mois) visites au cours de projet. DSA de 16 USD par visite						
2.10	PROTECTION: Appui materiel aux structures communautaires de protection pour le fonctionnement et la mise en place d'activité de protection	D	25	400.00	2	100.00	20,000.00
	800 USD par organisation paye en deux tranches (400USD par tranche), pour 25 organisation. Typologie de materiel a' Acheter: tables, chaises, classeurs document, materiel informatique, papier duplicateurs, stylo. Le trasfert sera par remise directe des biens selectionnes pour chaque organisation						
2.11	PROTECTION: Frais de Formation des Points Focaux pour l'assistance Juridique a' base communautaires	D	30	10.00	6	100.00	1,800.00
	Restauration, remboursement des transports, location salle, achat fourniture (marqueur, Flips chart, ruban adhésif) pour les 30 points focaux selectionné en raison de 1/2 PF par structure à base communautaire pour la zone de santé de Rwanguba. Frais de restauration des participants (5\$), Frais de remboursement de transport (3\$) ; Materiel de formation 2 usd; durée de 6 jours						
2.12	PROTECTION: Frais pour le traitement des dossiers juridiques au pret des Baros-CBG	D	400	50.00	1	100.00	20,000.00
	Accompagnement judiciaire des victimes de violences et abus a travers le Barreau de Rwanguba; 400 personnes, forfait de 50USDn chacune						
2.13	PROTECTION: Campagnes de sensibilisation sur l'enregistrement de naissances et jugement supplétif avec l'appui des media et des Acteurs Sociaux	D	1	1,343.00	5	100.00	6,715.00
	"5 campagnes de sensibilisation de 2 jours chaque. total 10 jours. Coûts par campagne: - Frais de déplacement des personnes et des matériels: 10 Usd * 10 jours = 100 usd Materiel de sensibilisation: 150 USD dont - 2 pankarte murale 50 USD = 100 USD - 5 posters* 10 USD = 50 USD Troupes de theatre participatif: Service incluant prestation de service 1.093 USD pour le 5 campagnes,10 jours en total.						
2.14	PROTECTION: Frais enregistrement des naissances par voie d'ordonnance de notoriété	D	1000	33.00	1	100.00	33,000.00
	pour 1000 personnes à 33USD chaque, chiffre qui couvre les frais légaux pour entamer le processus (10\$ frais de consignation, 5\$ frais d'enrôlement, 18\$ frais de justice)						
2.15	PROTECTION: Appui en Matériel aux Bureaux de l'état civil pour le renforcement du service (mat. Classement des fichiers, PC, Motos, selon les besoins)	D	2	1,200.00	1	100.00	2,400.00
	Materiel Durable de bureau ou logistique pour les 2 Bureaux de l'Etat Civil existants à Rwanguba pour 10 mois pour une valeur de 1.200USD chaque . Le materiel, quantite et typologie sera etablie apres evaluation conjointe avec chaque reppresentant de bareau. Tupologie de materiel: tables; chaises; classeurs, materiel informatique (pc et/ou imprimantes); port documents						

2.16	PROTECTION: Contribution pour frais de communication aux APS et Points focaux Juridique engage dans les activites de protection	D	60	15.00	9	100.00	8,100.00
	15 USD par APS: 10 USD par mois pour achat de Unite - 5 USD par mois pour frais de transport pour les 30 APS et les 30 PF d'assistance juridique ciblés par le projet. Contribution pour 9 mois						
2.17	PROTECTION: Kit di formation pour formateurs	D	3	130.00	1	100.00	390.00
	"Composition Kit de Formation : 1 sac - 10 USD, 1 trepied - 30 USD, 10 flipchart 50 USD, 3 boîtes marques 30 USD, post it 10 USD) 4 Kits"						
2.18	PROTECTION DE L'ENFANCE: Frais de formation partenaire UPDECO sur le module d'appui psychosocial pour les prestataires de service	D	8	15.00	6	100.00	720.00
	"Restauration et transport pour participant, 5 usd Restauration, 3 usd Transport pour chauqe membre, 7USD matériel consommable pour la formation, pour 6 jours de formation. 8 participants du staff de terrain d'UPDECO en tout a la formation. "						
2.19	Redevabilite: mise en place de sisteme de recolte de plainte	D	1	205.00	1	100.00	205.00
	"205USD pour Achat de materiel de divulgation des messages: Posters 100 USD (10 Posters*10 USD); 45 USD Boites a suggestions (3 boites * 15 USD) ; Refrechissement pour séance de formation du comite de gestions des plaintes communnautaires: 10 membre * 3 USD* 2 jours = 60 USD "						
2.20	Organisation de cadre d'échange centré sur la protection avec les leaders et autorités communautaires et membres de Structures de Protection	D	430	13.50	1	100.00	5,805.00
	430 personnes entre memembres de SCP, leaders/autorité communautaires se réuniront au mois 3 fois pendant la durée du projet (13,50USD par beneficiaire comprenant un forfait de 8USD de frais de transport, 5,50USD pour le snacks lors des ateliers)						
2.21	Etude Evaluation Mi parcours et finale	D	2	800.00	1	100.00	1,600.00
	Afin d'évaluer les Resultats et l'impacts des actions menées par le consortium. Les depenses comprendront les journaliers dedies à l'enquete; les perdiem du personnel de suivi et evaluation; frais de transport; materiles et outisl de recolte de donnes 2 evaluations,1 base line 1 end line. Pour chaque evaluation: Per diem:4 personnes*25 usd *5 jours = 500 usd Transport: 40 usd * 5 hours= 200usd Materiel consommable (cahier, stylo, bottes): 4pers*20usd=100 usd						
	Section Total						154,965.00
3. Equipment							
3.1	Laptops et items IT	D	4	800.00	1	100.00	3,200.00
	4 Ordinateurs pour faciliter le travail de l'equipe. Lap Tops (800 la piece) HP-15 - i5 Core 8 giga rame, 256 giga SSD, 1 pour le Chef de projet, 1 Coordinateur Protection , et 2 pour les Trois Officiers de protection generale.						
3.2	Tablettes pour la recoltes des donnes sur Kobo tools	D	6	280.00	1	100.00	1,680.00
	Samsung Galaxy A03 Core , 32GB ROM et 2 GB RAM, USD 280 USD l'unité utiliser par 3 officiers de protection Générale, 1 Psychologue, 1 Chargé de Protection transversal et 1 Chargé de suivi et Evaluation						
3.3	Imprimante Canon image RUNNER ADVANCE C250i - Rwanguba (Consortium)	D	2150	1.00	1	100.00	2,150.00
	"Imprmente Canon Image/(2,150 USD) pour le Bureau de consortium Canon image RUNNER ADVANCE C250i"						
3.4	Achat Groupe KIPOR -(Consortium) - Rwanguba	D	2500	1.00	1	100.00	2,500.00
	Groupe Electrogene KIPOR antennes de Rwanguba 2,500 l'unite - 5KVA						
3.5	Equipments Antennes (Consortium)	D	2650	1.00	1	100.00	2,650.00

	"Achat divers bureaux (chaises, armoires, tables..) bureau de consotium Rwanguba 10 Chaises bureau consortium 120 l'unité Soit 1200 USD						
	5 Tables Bureau 50 USD l'unité Soit 200 USD						
	5 Etageres 140 USD l'unité soit 700 USD						
	1 Coffre-Fort 550 USD Soit 550USD"						
	Section Total						12,180.00
4. Contractual Services							
4.1	Transfers and Grants to Counterpart: UPDECO	D	1	99,528.20	1	100.00	99,528.20
	Budget detaille UPDECO en ANNEXE						
	Prier de considérer l'annexe cohérent _ 23.8.2022						
4.2	Radio pour seances de sensibilisation sur les themes de protection, enregistrement de naissances et VBG	D	2	300.00	3	100.00	1,800.00
	3 mois de transmission radio, 2 radio seront contractees pour 3 mois						
4.3	Service Consultation Juridique pour accompagnement livraison acte de naissance	D	2	2,000.00	1	100.00	4,000.00
	2.000 USD par cabinet d'avocat contractée pour la periode d'accompagnement						
4.4	Ligne Verte	D	1	300.00	11	100.00	3,300.00
	""1 ligne vert sera ouvert pour la recolte des plaintes anonyme, pour le consortium 300 usd par mois, pour 11 mois. Contrat Type en attache.						
	Section Total						108,628.20
5. Travel							
5.1	Missions de l'HQ	S	1	4,800.00	1	50.00	2,400.00
	1 Mission de supervision adminstratives, Logistique et Financieres et des controle des activites sur terrain des projets AVSI en RDC par l'equipe HQ pour une duree de 24 jours pour un cout mensuel de 100 USD par jours, Cout du billet aller et retour 2400 USD en raison de 50% sur le projet. Soit ((2400USD aller- retour cout du billet)+(1persones*24 jours*100 USD par jour))*50% sur le projet.						
5.2	Per diems - déplacements terrain du staff de programme	D	33	16.00	11	100.00	5,808.00
	Le 100% du staff programme sera basé à Rwanguba avec des déplacements sur différents axes. 11 personnes effectuent par mois 3 jours/ par mois de misson durant pendant la durée du projet. 11pers * 3 jours *11 Mois * *16 USD par jours (bareme AVSI)						
5.3	Peage routes	D	50	5.00	11	100.00	2,750.00
	5 peage routiers pour 5 tours de Mission aller / retour pour 2 USD par barriere, soit 5USD * 2 aller-retour *5 jours de mission						
5.4	Per diems - déplacements bureaux et staff support	S	24	16.00	8	100.00	3,072.00
	Staff de ssupport pour mission de supervision adminstrative, Logistique : 6 personnes en raison 4 jours durant toute la periode du projet, soit 6persons *4 jours *16 USD * 8 mois						
5.5	Location voiture	D	5	100.00	11	100.00	5,500.00
	"Location Vehicule 1 Land_cruiser pour 100 USD par jour 5 Jours/ mois pour 11 mois de la periode du projet						
	"						
5.6	Location motos	D	5	50.00	11	100.00	2,750.00
	Location Motos pour couvrir les accees difficiles pour 50 USD par jour en raison de 5 jours de Mission pour 11 mois						
	Section Total						22,280.00

6. Transfers and Grants to Counterparts

NA	NA	NA	0	0.00	0	0	0.00
	NA						
	Section Total						0.00

7. General Operating and Other Direct Costs

7.1	Maintenance voitures et moto	S	1	450.00	11	100.00	4,950.00
	<i>"Maintenance 1 voitures et 1 moto affectes uniquement sur le projet en raison de 450 une fois le mois sur 11 mois Cout de changement huile Moteur & accessoires USD 270, Changement pneus et chambre à air : 50 USD, Amortisseurs : 70 USD, Main d'ouvre : USD 60"</i>						
7.2	Maintenance équipements et ICT	S	1	450.00	11	100.00	4,950.00
	<i>"Maintenance des équipements mis en place pour l'usage du personnel affecte au projet (IT, Lap-Top- Groupes, acquisition antivirus et Licence pour 4 ordinateurs) pour 450 USD par mois (Maintenance ICT USD 100, Maintenance Groupe USD 100, Anti-virus et Licences USD 250)"</i>						
7.3	Carburant (voitures, moto groupe electrogene)	S	665	1.40	11	100.00	10,241.00
	<i>Pour 665 litres consommés, cout unitaire de 1,4 USD la litre durant le 11 mois du projet. Véhicule et moto dédiés uniquement au projet. Pour chaque mois: - 1 Motos 50 litres par mois - 1 Voiture 550 Litres - 1 Groupe 65 litres</i>						
7.4	Cout de fonctionnement Bureau et antenne (Eau, electricite,)	S	2	200.00	11	80.00	3,520.00
	<i>Eau, électricité 100 % antenne sur le projet 50% Bureau sur le projet. Facture eau 50, électricité 150 USD par mois Bureau : - électricité : USD 100 USD - Eau : 30 USD Antenne : Eau USD 20 USD, électricité : USD 50</i>						
7.5	Frais bancaires	S	1	5,542.90	1	100.00	5,542.90
	<i>"Cout de Transfert Bancaire (1%) du Budget Total "</i>						
7.6	Contr Sécurité Bureau Goma	S	1	1,400.00	11	30.00	4,620.00
	<i>"Sécurité Bureau Goma pour 1400 USD par mois pour la periode du projet 30% "</i>						
7.7	Contribution Location bureau GOMA	S	1	1,900.00	11	30.00	6,270.00
	<i>"Participation Location Bureau de Coordination - 30% sur toute la periode du projet 1900 USD "</i>						
7.8	Cout consommables Bureaux	S	1	500.00	11	100.00	5,500.00
	<i>"cout de consommable du consortium - 100% sur le projet. Papiers pour les bases : 350 USD par Mois / Mois Carnet de bon de payement : 100 USD / Mois Carnet de bon sortie Caisse : 50 USD/ Mois "</i>						
7.9	Cout de location antennes (Rwanguba)	S	1	500.00	11	100.00	5,500.00

	"Cout de location antenne (Rwanguba), 500 USD par mois (IRL et Gardiennage compris). Cout du loyer 350 USD par mois, gardiennage 150 USD par mois 100% sur le projet "				
	Section Total				51,093.90
SubTotal		10,730.00			518,868.00
Direct					403,431.20
Support					115,436.80
PSC Cost					
PSC Cost Percent					6.00
PSC Amount					31,132.08
Total Cost					550,000.08

Project Locations							
Location	Estimated percentage of budget for each location	Estimated number of beneficiaries for each location					Activity Name
		Men	Women	Boys	Girls	Total	
Nord-Kivu > Rutshuru > Rwanguba	100.00000	0	0	0	0		CP: Activity 1.1.1: Formation du staff du partenaires UPEDECO sur le ... CP: Activity 1.1.2: Formation à 100 chefs de ménages des FAT sur la p... CP: Activity 1.2.1: Identification, documentation, recherche et réuni... CP: Activity 1.2.2: Transfert monétaire aux FAT pour prise en charge ... CP: Activity 1.3.1: Mise en place d'1 EAE fixe et de 2 EAE mobiles dé... CP: Activity 1.3.2: Mise en place d'activité d'appui psychosocial et ... CP: Activity 1.3.3: Référencement de 150 cas de VBG aux structures de... PROT: Activity 1.1.1: Identification et Formation des 30 APS communauta... PROT: Activity 1.1.2: Identification de 800 cas vulnérables et Référénc... PROT: Activity 1.1.3: Offre d'assistance psychosociale à 400 victimes à... PROT: Activity 1.2.1: Identification et Formations aux 25 Structures de... PROT: Activity 1.2.2: Identification et Formations aux 25 Structures de... PROT: Activity 1.2.3: Coaching de 25 structures communautaires de prote... PROT: Activity 1.2.4: Appui cash à 25 structures communautaires de prot... PROT: Activity 2.1.1: Formation de Points Focaux pour l'assistance Juri... PROT: Activity 2.1.2: Counseling juridique pour 400 victimes de violenc... PROT: Activity 2.1.3: Campagnes de sensibilisation sur l'enregistrement... PROT: Activity 2.1.4: Appui en Matériel aux Bureaux de l'état civil pou...

Documents	
Category Name	Document Description
Project Supporting Documents	Ecoles fermées - attaquées -détruites - incendiées 2022.xlsx
Project Supporting Documents	Flash_Update_5_Rutshuru-_2452022-_french_final.pdf
Project Supporting Documents	GTPE NK - Rapport Mensuel - Avril 2022.pdf

Project Supporting Documents	14-05-22 Rapport d'évaluation Rutshuru - Kiwanja 9-14 mai 2022.pdf
Project Supporting Documents	NCA_Rapport d'évaluation Rwanguba (002) (002)-final.docx
Project Supporting Documents	Code de bonne conduite_Fondation AVSI.pdf
Project Supporting Documents	Guide pour les Enseignants_Fondation AVSI.pdf
Revision related Documents	Life skills education_Fondation AVSI-compressed.pdf
Revision related Documents	Manuel de Formation pour les Enseignants_ Fondation AVSI.pdf
Project Supporting Documents	Politique protection de l'enfance_Fondation AVSI.pdf
Project Supporting Documents	Politique-PSEAH_AVSI.pdf
Budget Documents	Dettail Budget UPDECO_Nord Kivu_protection de l'enfant.xlsx
Budget Documents	Détails des certaines lignes de couts.xlsx
Budget Documents	Dettail Budget UPDECO_Nord Kivu_protection de l'enfant_rev 5.8.2022.xlsx
Budget Documents	personnal allocation cost AVSI DRC.xlsx
Budget Documents	FACTURE VODACOM Ligne verte.pdf
Budget Documents	Contrat AVSI - UPDECO.pdf
Project Supporting Documents	Modèle contrat radios.pdf
Project Supporting Documents	Contrat juriste.pdf
Budget Documents	Dettail Budget UPDECO_Nord Kivu_protection de l'enfant_rev 23.8.2022.xlsx
Grant Agreement	GA AVSI 22372.pdf
Grant Agreement	GA AVSI 22372_signé_compressed.pdf